



***FACE AUX VOLONTÉS D'INFLUENCE DES NOUVEAUX  
ACTEURS, LA RUSSIE PEUT-ELLE CONSERVER SON  
ROLE DOMINANT EN ASIE CENTRALE ?***

**Mémoire de géopolitique  
du chef d'escadrons Renaud de L'ESTOILE  
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de la Russie »**

**Directeur : Mademoiselle Isabelle FACON**

# **Face aux volontés d'influence des nouveaux acteurs, la Russie peut-elle conserver son rôle dominant en Asie Centrale ?**

## **SOMMAIRE**

### **INTRODUCTION**

### **PREMIERE PARTIE**

#### **ECONOMIE : MALGRE DES MOYENS REDUITS, RESTER UN PARTENAIRE MAJEUR EN METTANT EN AVANT SES ATOUTS SPECIFIQUES**

Après l'indépendance : un héritage négligé

L'énergie : conserver la prédominance issue de l'époque soviétique

La pénétration des concurrents hors du domaine énergétique

Une résistance fondée sur le voisinage

Une question en devenir : les enjeux migratoires. Quelle politique pour Moscou ?

### **DEUXIEME PARTIE**

#### **NIVEAU SECURITAIRE ET DEFENSE : MARQUER LE TERRAIN ET SE PRESENTER COMME GARANT DE STABILITE**

Guerre contre le terrorisme : face à l'ouverture de l'espace sécuritaire centrasiatique, une triple  
stratégie

Mener une politique d'influence – une action dans la durée et aux dimensions « asiatiques »

Mener une politique de moyens : la « course aux bases » - contingents et accords de défense

Promouvoir le développement d'organisations régionales de sécurité

Une victoire du pragmatisme appliqué au domaine de la défense : le « retournement » de  
l'Ouzbékistan

### **CONCLUSION**

## INTRODUCTION

L'indépendance des républiques de l'Asie Centrale survenue il y a 15 ans, a fait renaître après le gel de la période soviétique l'importance géopolitique majeure de cette zone géographique. De nouveaux acteurs sont apparus, mus par de forts appétits d'influence. La Russie, puissance tutélaire depuis près de deux siècles, a-t-elle les moyens de conserver son rôle dominant ?

La Russie est l'acteur historique majeur dans cette zone. Dans ce mémoire, le choix délibéré est fait de se placer du point de vue russe, afin de voir comment la principale puissance concurrencée réagit. C'est sans doute selon l'attitude de Moscou que la situation régionale encore instable se normalisera progressivement ou tendra à basculer sous l'influence des germes crisogènes exacerbés par les rivalités. L'enjeu est intéressant sur le plan des rapports géostratégiques mondiaux dans une zone où se rencontrent les acteurs étatiques (Russie, Chine, Etats-Unis...), transétatiques (islam radical, narco-terrorisme...), intra-étatiques (mouvements indépendantistes), mais aussi riche en ressources énergétiques.

Deux domaines, révélateurs de puissance, seront étudiés :

- le champ de l'économie. Ce prisme, qui recouvre à peu près la notion de « soft power », permet de mettre en avant le pouvoir sur les peuples et le contrôle des ressources naturelles. La richesse économique garantit la survie, puis la puissance à moyen – long terme.
- le champ de la sécurité et de la défense. Il s'agit ici d'un pouvoir plus immédiat. C'est une vitrine de puissance. Ce domaine, qui touche au « hard power », complète le champ économique par les notions de contrôle géostratégique, d'affichage politique, de visibilité sur le terrain.

La prise en compte de ces deux volets permet de couvrir un panel assez exhaustif des attributs de puissance.

La politique russe oscille entre deux grandes tendances : pragmatisme et idéalisme (fondé sur l'espoir de restaurer le statut de grande puissance à la Russie)<sup>1</sup>. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Poutine, il semble que Moscou tende à concilier ces deux tropismes par une ambition raisonnable. C'est ce que nous essaierons de montrer en nous appuyant sur une approche qui sera bâtie autour d'axes transverses de la politique russe en Asie Centrale. En effet, l'analyse fait apparaître trois constantes, qui se retrouvent en filigrane derrière les actions de Moscou :

- un pragmatisme, voire un opportunisme, face aux situations et aux difficultés des autres acteurs.

---

<sup>1</sup> RADVANYI Jean, *Les Etats postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, A. Colin, 2003, p 147.

- l'exploitation de l'héritage de la période soviétique, qui même amoindri offre encore une forte capacité d'influence, en particulier dans le domaine des infrastructures. Ce volet est d'autre part soutenu par une culture politique commune.
- une notion de proximité, s'appuyant sur une connaissance historique et civilisationnelle des peuples de la région.

Ces trois lignes directrices sont énoncées en début de mémoire, car sans être réellement affichées par les autorités russes, elles sont apparues omniprésentes et fournissent de bonnes clés pour comprendre l'attitude de la Russie.

En conclusion, nous essaierons à l'appui des constats de l'étude de proposer une vision prospective sur les évolutions envisageables des rapports de force et du positionnement politique susceptible d'être adopté par Moscou. La vision d'un ordre mondial multipolaire mise en avant au Kremlin se réalisera-t-elle dans cette région ?

## **1 Economie : malgré des moyens réduits, rester un partenaire majeur en mettant en avant ses atouts spécifiques**

Le but affiché est, à partir de l'héritage soviétique, de rester un acteur majeur. Mais depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir, la Russie a pris conscience de ses faiblesses financières et commerciales. Elle ne peut pas empêcher l'attrait des nouveaux états d'Asie Centrale pour l'aide et l'ouverture occidentale, ni la montée en puissance de l'influence économique chinoise. Elle défend donc une notion de partenaire nécessaire mais pas suffisant. De plus, à la rencontre de l'économie et du politique, face à l'émergence du messianisme démocratique libéral des américains, soutenu par une masse financière et une politique d'influence, elle veut se poser en voisin compréhensif et accessible.

Pour ce faire, elle s'appuie sur l'acquis de la période soviétique, qu'elle entend faire vivre dans la mesure de ses moyens. Ainsi Moscou met en avant ses liens de proximité et soutient les initiatives régionales.

### **1.1 *Après l'indépendance : un héritage négligé***

#### **1.1.1 Sur le plan politico-économique : l'Asie Centrale laissée à elle-même**

Pour comprendre la situation géopolitique actuelle en Asie Centrale et le jeu des acteurs, il ne faut pas oublier le « pêché par omission » commis dans les années 1990 par la Russie : l'abandon de toute politique envers l'Asie Centrale. Secouée par ses propres soucis politiques et économiques, cédant naturellement à son tropisme européen, au lendemain des indépendances, la Russie percevait les états d'Asie Centrale comme des « boulets économiques » à subventionner. Cette aberration politique et la trop grande confiance dans son leadership sur la zone, est une négation même des enjeux afférents et ne doit jamais être oubliée dans la réflexion sur les rapports de forces actuels. La porte a été ouverte et les autres acteurs ont pu s'engouffrer. D'autant que les républiques centrasiatiques n'avaient pas souhaité à proprement parler l'indépendance.

L'arrivée des représentations diplomatiques, en particulier occidentales, l'installation d'organisations internationales et d'ONG d'aide au développement, ont poussé les nouveaux pays à multiplier les accords de coopération avec de nouveaux partenaires : Etats-Unis, Chine, Union Européenne (UE), Iran, voire Turquie. Ceci a été exacerbé par le sentiment d'être abandonné par Moscou au cours des premières années d'indépendance.

### **1.1.2 Sur le plan géographique : l'ouverture d'autres voies de désenclavement**

L'Asie Centrale est enclavée. Son débouché naturel est vers le nord par les steppes kazakhes. Au sud, on rencontre des difficultés tant géographiques (montagne) que politiques (Afghanistan et Iran), à l'est les montagnes, à l'ouest la mer Caspienne. La Russie est donc le seul débouché géographique, position très favorable pour recueillir les flux commerciaux. Le relatif effacement russe a laissé le champ libre aux autres puissances, qui se sont lancées dans l'ouverture de voies de désenclavement alternatives<sup>2</sup>.

Même contestée, la Russie reste le débouché majeur indispensable d'un point de vue objectif pour l'Asie Centrale<sup>3</sup>. Cependant, c'est un domaine où elle est peu active et qui pourrait constituer une faiblesse à moyen terme.

## **1.2 L'énergie : conserver la prédominance issue de l'époque soviétique**

La région Caspienne est riche en pétrole et gaz naturel. Au total, les réserves en pétrole de l'Asie Centrale sont estimées à environ 4 à 6 % des réserves mondiales. Face à une concurrence très forte la Russie entend conserver son héritage sur la maîtrise des réseaux, en particuliers les oléoducs et gazoducs, sources de revenus. Elle combine une stratégie de prise de participation en s'appuyant sur l'héritage soviétique et un pragmatisme économique sur les investissements dans l'infrastructure.

### **1.2.1 La « bataille » pour le contrôle des hydrocarbures et de leur évacuation**

Les Etats-Unis sont le concurrent le plus agressif, qui ont besoin de s'affranchir de leur trop grande dépendance vis-à-vis de l'OPEP, en diversifiant leurs sources d'approvisionnement. Afin de bien comprendre les enjeux dans ce domaine, il convient de rappeler que parmi les états d'Asie Centrale, deux sont des acteurs énergétiques importants : en premier lieu le Kazakhstan (dont les ressources dépassent même celles de l'Azerbaïdjan), et en second, le Turkménistan<sup>4</sup>. Ainsi, la « bataille » va se focaliser sur ces états. Les Etats-Unis ont soutenu la construction d'un tracé alternatif : l'oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan)<sup>5</sup>. Celui-ci permet le transit, en évitant le territoire russe, du pétrole des gisements du Kazakhstan, après traversée de la Caspienne et de l'Azerbaïdjan, pour aboutir à la côte turque. Il a été inauguré en mai 2005 mais son débit reste limité. De même pour la deuxième source d'énergie, le gaz turkmène, les américains soutiennent

---

<sup>2</sup> En annexe 5, panorama des principales initiatives de désenclavement de l'Asie Centrale.

<sup>3</sup> PETRIC Boris, « La présence russe en Asie Centrale », *Journée d'étude « Où va la Russie ? »*, Fondation pour la recherche stratégique, 9 mars 2005.

<sup>4</sup> En annexe 4, données sur les ressources énergétiques de la région Caspienne.

<sup>5</sup> En annexe 6, les principales données sur le transit des ressources énergétiques.

le projet d'un gazoduc transafghan, vers le Pakistan et l'océan Indien, profitant de leur victoire sur les talibans en Afghanistan. De plus, dès les années 90, des compagnies américaines ont pris des participations dans les sociétés d'exploitation d'hydrocarbures (Chevron pour le gisement de Tengui, Exxon Mobil au sein du consortium OKIOC chargé de l'exploitation de l'off-shore caspien).

La Chine est aussi à la recherche d'approvisionnement en énergie<sup>6</sup>. Elle milite pour la construction d'un oléoduc reliant les gisements du nord de la Caspienne à son territoire, à travers le Kazakhstan. D'autre part, le 5 juin 2003, la compagnie nationale chinoise du pétrole (CNPC) a racheté les 25% détenus par Astana dans l'entreprise mixte CNPC-Aktobemunaigaz, qui exploite le gisement dans le nord ouest du Kazakhstan. Cela devrait lui permettre de rentabiliser la construction de l'oléoduc à partir de la Caspienne<sup>7</sup>. Enfin Pékin envisage un projet de gazoduc à travers le Kazakhstan, venant du Turkménistan.

Tant pour la Chine que les Etats-Unis, le débit des oléoducs doit être assez important pour compenser un coût d'extraction et d'exportation du pétrole d'Asie Centrale nettement supérieur à celui du Moyen-Orient.

Un autre acteur mène une politique active dans le domaine énergétique : l'Iran. Ainsi le Kazakhstan exporte via la Caspienne du pétrole consommé dans le nord de l'Iran, qui vend de son pétrole produit dans le sud du pays pour le compte d'Astana<sup>8</sup>. De plus, une exportation du pétrole kazakh du gisement de Kachagan via l'Iran est envisagée à partir de 2005-2006. Cependant ce projet fait l'objet d'un veto de Washington lié à l'Iran-Lybia Sanctions Act de 1996<sup>9</sup>. Limitrophe du Turkménistan, l'Iran par le biais d'un gazoduc reçoit environ 10 % du gaz turkmène. Pour finir ce panorama, l'Union Européenne développe quand à elle le programme INOGATE pour les oléoducs/gazoducs ; programme qui ne semble pas ressenti menaçant par Moscou.

Pour faire face à ses rivaux, la Russie met en œuvre une stratégie à deux niveaux : des accords commerciaux et le développement de l'héritage soviétique des infrastructures.

---

<sup>6</sup> La Chine importe environ 50% de ses besoins. Sa consommation augmente continuellement, plus de 10% en 2005.

<sup>7</sup> DUMOULIN Marie, « Kazakhstan », *Le courrier des pays de l'Est. « La Russie et les autres pays de la CEI en 2003 »*, La documentation française n°1041, janvier – février 2004, p 147.

<sup>8</sup> RADVANYI Jean, *Les Etats postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, A. Colin, 2003, p 163.

<sup>9</sup> [www.info-turc.org](http://www.info-turc.org), « Géopolitique : les enjeux pétroliers de la Mer Caspienne », 25 août 2005.

Concernant le premier volet, dès le 5 juin 2002, un accord est signé avec le Kazakhstan pour le transit à long terme via le territoire russe de 45 millions de tonnes de pétrole/an. Pour de nombreuses années la Russie conserve ainsi un quasi-monopole du transit du pétrole kazakh<sup>10</sup>.

Pour le deuxième acteur majeur, le Turkménistan, un accord pour l'exportation du gaz turkmène est passé en 2003: le Turkménistan fournit pour 25 ans du gaz à tarif inférieur au marché (44 dollars/1000m<sup>3</sup>, quand le prix du marché mondial est deux fois supérieur). Vis-à-vis du gaz turkmène, le premier importateur est la société ukrainienne Naftogaz. Cependant, même si l'Ukraine et le Turkménistan envisage de signer un contrat cadre du même type que celui signé avec la Russie<sup>11</sup>, la menace n'est pas si grande pour Moscou. En effet, la Russie garde le contrôle du transit : 90% du flux du gaz turkmène passe par la Russie<sup>12</sup>. Faisant preuve de pragmatisme politique, Moscou a su préserver sa position dominante : en effet, que le Turkménistan se proclame ouvertement neutre et que le peuple souffre de la mégalomanie de son dirigeant importe peu. Rester leader face à la concurrence américaine et surtout iranienne reste l'objectif principal. La majorité du flux lui échappant va à destination de l'Iran, allié de Moscou, ce qui reste plus acceptable qu'une intrusion occidentale ou chinoise.

Enfin, en 2003 suite à un accord entre Gazprom et la société de gaz ouzbèk, Uzbeknetgaz, l'Ouzbékistan doit livrer à la Russie 5 milliards de m<sup>3</sup> de gaz en 2003 et 2004 et le double à partir de 2005 jusqu'en 2012. Cette coopération est étendue dans le volet économique du Traité d'alliance entre Tachkent et Moscou signé le 14 novembre 2005, qui prévoit en mars 2006 la signature d'un accord encore plus global<sup>13</sup>.

Concernant les infrastructures, Moscou défend sa position historique par une politique active, dirigée essentiellement contre le rival américain. Ainsi, Gazprom a annoncé en 2003 son intention de construire un nouveau gazoduc à travers le Kazakhstan d'un débit de 40 milliards de m<sup>3</sup> par an (mise en service en 2007) pour contrer le projet de gazoduc transafghan<sup>14</sup>. Pour faire face à la

---

<sup>10</sup> RADVANYI Jean, *Les Etats postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économique*, A. Colin, 2003, p 162.

<sup>11</sup> KAMENKA Patrick, « Turkménistan », *Le courrier des pays de l'Est. « La Russie et les autres pays de la CEI en 2003 »*, La documentation française n°1041, janvier – février 2004, p 199.

<sup>12</sup> PETRIC Boris, « La présence russe en Asie Centrale », *Journée d'étude « Où va la Russie ? »*, Fondation pour la recherche stratégique, 9 mars 2005.

<sup>13</sup> Gazprom se réserverait l'exploitation de gisements sur le plateau d'Usturt. Lukoil quant à lui exploiterait ceux de Kandym, Khaouzak et Chady, pour une période de 35 ans. La Russie exploiterait ainsi la quasi totalité du gaz ouzbèk. [www.regard-est.com](http://www.regard-est.com). ROUSSELOT Hélène, « La signature d'un Traité d'alliance avec la Russie confirme le revirement stratégique de l'Ouzbékistan », 17 décembre 2005.

<sup>14</sup> BREAULT Yann, JOLICOEUR Pierre, LEVESQUE Jacques, *La Russie et son ex-empire : reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, Paris, Presses sciences po, 2003, p 272.

concurrence du BTC, Moscou à l'été 2001 a mis en service un pipeline Tengouiz – Novorossisk, appelé CPC, qui permet une forte hausse de la capacité d'exportation du pétrole kazakh vers la Mer Noire. Son débit est supérieur à celui du BTC. Jusqu'à la mise en service du BTC, Moscou exerçait le contrôle sur environ 80% des oléoducs de la Caspienne (est et ouest)<sup>15</sup>; le BTC étant actuellement d'un faible débit, on peut juger de l'enjeu de cette concurrence.

Signalons que dans ce grand affrontement, Moscou dispose d'un autre levier vis-à-vis de l'énergie kazakhe : profitant de la configuration du réseau, les deux plus grandes raffineries kazakhes sont alimentées par du pétrole de la Sibérie russe et celles proches de la Caspienne ont une capacité insuffisante, ce qui nécessite l'exportation pour raffinage d'une partie de la production vers les raffineries russes de la Volga. La Russie dispose ainsi d'un pouvoir discrétionnaire sur la quantité de pétrole qu'elle accepte de raffiner<sup>16</sup>.

Dans le domaine fondamental de l'exploitation et du contrôle du transit des ressources énergétiques, Moscou parvient encore à conserver sa position prépondérante, mais la concurrence se densifie.

### **1.2.2 Au-delà des enjeux économiques, une lutte géostratégique**

Au-delà du transit et de l'exploitation, l'enjeu déborde du champ de l'économie. Il s'agit de conserver le contrôle des ressources : celui qui peut « fermer » le robinet dispose d'un avantage géostratégique majeur. Cette ambition n'est pas directement tournée vers les états d'Asie Centrale, mais il s'agit plus d'être incontournable pour agir par déni d'accès envers des rivaux potentiels : Etats-Unis et surtout Chine.

On retrouve d'ailleurs la même approche indirecte de contrôle de la Chine, rival mondial en puissance, dans le volontarisme américain pour s'assurer d'une partie des ressources énergétiques de la mer Caspienne. La conjonction de la présence de forces militaires et du contrôle des ressources énergétiques de la Caspienne est un élément clé de cette stratégie. C'est un des points majeur du partenariat stratégique américano-russe, d'après le 11 septembre 2001. En échange la Russie a acquis des avantages politiques<sup>17</sup>, mais aussi économiques, en négociant l'exportation de son propre pétrole via des oléoducs vers Mourmansk puis l'Amérique, ce qui est pour elle une

---

<sup>15</sup> [www.info-turc.org](http://www.info-turc.org), « Géopolitique : les enjeux pétroliers de la Mer Caspienne », 25 août 2005

<sup>16</sup> BREAULT Yann, JOLICOEUR Pierre, LEVESQUE Jacques, *La Russie et son ex-empire : reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, Paris, Presses sciences po, 2003, p 237.

<sup>17</sup> En particulier la reconnaissance de son engagement en Tchétchénie comme faisant partie de la guerre contre le terrorisme.

source de revenus. D'ailleurs avec son langage expressif, Poutine a déclaré à propos de ce choix : « nous sommes heureux que ce pétrole aille aux Etats-Unis car c'est du pétrole chrétien ».

### **1.3 La pénétration des concurrents hors du domaine énergétique**

Les volontés de pénétration des puissances ne se limitent pas au domaine énergétique. Les Etats-Unis, mais aussi les autres acteurs, s'implantent dans la région par d'autres canaux économiques et commerciaux, souvent avec de fortes arrières pensées politiques.

#### **1.3.1 La stratégie politico-économique des Etats-Unis : lier aide financière et démocratisation**

Les Etats-Unis utilisent une stratégie politico-économique de réseaux d'influence pour s'implanter. Ils conduisent tout d'abord une politique au niveau des gouvernants et en cas de non atteinte de leurs objectifs une action au niveau des peuples.

Les officiels américains lient l'aide financière à deux paramètres : d'une part « récompenser » les meilleurs alliés, en particulier ceux accueillant des troupes américaines sur leur sol ; d'autres part, à moyen terme, encourager la démocratisation des états. On retrouve la volonté messianique d'export du modèle démocratique américain. Ainsi l'Ouzbékistan aurait reçu 200 millions de dollars en 2002, soit une hausse de 189%<sup>18</sup> par rapport à l'année précédente, en échange de l'installation d'une base et d'une promesse de démocratisation. Cette aide aurait été réduite à 80 millions de dollars en 2003<sup>19</sup> (nous verrons ultérieurement les conséquences politiques). Dès ce niveau étatique, les Etats-Unis s'appuient sur des organisations internationales, ainsi Washington soutient l'OSCE, vu comme un outil de démocratisation. Ce volet politique est sensible. Dans le cas de l'Ouzbékistan, suite au drame d'Andijan<sup>20</sup> et devant la « rébellion » de Tachkent, les Etats-Unis ont retiré leur aide. Le Sénat américain a même voté un amendement qui empêche le versement d'une somme de 23 millions de dollars, correspondant au loyer de la base pour la période janvier 2003 – mars 2005<sup>21</sup>.

---

<sup>18</sup> BREAUULT Yann, JOLICOEUR Pierre, LEVESQUE Jacques, *La Russie et son ex-empire : reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, Paris, Presses sciences po, 2003, p 258.

<sup>19</sup> [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr), Ministère des Affaires Etrangères français, « Ouzbékistan », 08 novembre 2005.

<sup>20</sup> Les 12 et 13 mai 2005 des manifestations, dégénérant en émeutes, ont été réprimées dans le sang (on évalue en occident le nombre de victimes à plusieurs centaines de morts). Washington a demandé l'envoi d'une commission d'enquête internationale, ce que le président Karimov a refusé, réclamant même le départ de la base américaine située en Ouzbékistan, fermeture devenue effective en novembre 2005.

<sup>21</sup> [www.basirat.net](http://www.basirat.net), « Condolezza Rice cherche à rassurer », 12 octobre 2005.

Dans le cas du Kirghizstan, les progrès de la démocratisation tardant, Washington a poussé de façon plus ou moins clandestine pour faire tomber le président Akaev à l'occasion des élections du 24 mars 2005<sup>22</sup>, dans l'espoir que son successeur Bakaev serait plus favorable à l'instauration d'une société démocratique. C'est ce qu'on a appelé la révolution des « tulipes », à l'image des révolutions colorées d'Ukraine et de Géorgie. Ainsi l'aide financière n'a pas été coupée. A cette occasion, on a pu voir la mise en œuvre de la stratégie de réseaux au niveau des peuples :

- création d'ONG financées par US Aid, agence américaine de développement, pour l'émergence de sociétés civiles.
- création d'une coalition politique d'opposition.
- soutien des médias indépendants<sup>23</sup> et d'un mouvement étudiant, le mouvement KelKel.

Globalement en 2002, l'aide américaine pour l'Asie Centrale fut de 580 millions de dollars<sup>24</sup>.

Cependant la position américaine n'est pas toujours aussi « morale ». Ainsi le Turkménistan n'est pas sur la liste des tyrannies mentionnées par C. Rice, car des négociations sont en cours pour l'évacuation du gaz par l'Afghanistan. Comme toujours, il convient de garder un fort esprit critique et pour une fois c'est Washington qui fait preuve de pragmatisme.

### **1.3.2 Chine : une « infiltration » en douceur**

La montée de l'influence chinoise est plus diffuse. Cependant, les bazars d'Asie Centrale sont inondés de produits manufacturés chinois. Par ailleurs on y voit des camions remplis de ferraille se diriger vers la Chine en empruntant la « route du fer » qui passe par le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan<sup>25</sup>. Cette pénétration est soutenue par la politique de désenclavement routière et ferroviaire déjà citée. Ainsi le commerce par les passes montagneuses entre le Kirghizstan et la Chine a augmenté et a représenté en 2003 plus de 10% des échanges kirghizes<sup>26</sup>.

---

<sup>22</sup> CAGNAT René, « Asie Centrale : la poudrière, les allumettes et les apprentis sorciers (II) », *Défense Nationale*, 5-2005, 2005.

<sup>23</sup> Au Kirghizstan, il s'agissait du financement d'une radio locale et d'un journal, MSN. PETRIC Boris, « La présence russe en Asie Centrale », *Journée d'étude « Où va la Russie ? »*, Fondation pour la recherche stratégique, 9 mars 2005.

<sup>24</sup> HERVOUET Gérard, « Asie Centrale et Caucase : le désenclavement de l'insécurité régionale », *Asie Centrale et Caucase – une sécurité mondialisée*, Les Presses de l'Université de Laval, Québec, 2004, p 11.

<sup>25</sup> PETRIC Boris, « La présence russe en Asie Centrale », *Journée d'étude « Où va la Russie ? »*, Fondation pour la recherche stratégique, 9 mars 2005.

<sup>26</sup> CAGNAT René, « Kirghizstan », *Le courrier des pays de l'Est. « La Russie et les autres pays de la CEI en 2003 »*, La documentation française n°1041, janvier – février 2004, p 158.

### 1.3.3 Quelques autres acteurs

Si les deux rivaux principaux sont bien la Chine et les Etats-Unis, d'autres acteurs développent leur influence dans la région. Citons tout d'abord l'UE : accord de partenariat et de coopération avec le Kazakhstan signé en 1999, volet assistance au titre du programme TACIS (restructuration du secteur public et soutien aux PME pour 33 millions d'euros, réforme de l'administration et des services sociaux pour 17 millions d'euros, secteur agricole pour 13 millions d'euros), sans oublier les programmes déjà cités (TRACECA pour les transports et INOGATE pour le transit de l'énergie). Suite au 11 septembre 2001 les fonds TACIS pour l'Asie Centrale ont été doublés (de 25 à 50 millions d'euros annuels)<sup>27</sup>. Le Tadjikistan bénéficie aussi d'une aide importante : plus de 54 millions de dollars octroyés par le secrétariat général des Nations Unis et le programme ECHO de la Commission Européenne<sup>28</sup>.

La Turquie a essayé de faire vivre l'idée panturque au lendemain des indépendances, du fait de l'origine turcophone de la majorité des peuples de l'Asie Centrale. Cependant, elle n'a jamais rencontrée de vrais succès et n'est pas une menace vue de Moscou. En revanche, l'Iran complète son action dans les domaines énergétique et du désenclavement, par le versement d'une aide évaluée à 30 millions de dollars d'assistance économique<sup>29</sup> au Tadjikistan persophone.

### 1.3.4 Une Russie dépassée ?

Tout d'abord face à l'action américaine, la Russie est assez démunie, n'étant pas habituée à développer une stratégie de réseaux qui lie politique et économie. Ainsi, elle a refusé de reconnaître le rôle de l'OSCE lors des élections kirghizes en mars 2005 et d'envoyer des observateurs russes dans la mission d'observation laissant ainsi le champ libre à un renforcement américain au sein de cette mission<sup>30</sup>. Pour Moscou, c'est une réelle faiblesse.

Globalement, si son influence recule, après la période Elstine, la Russie montre une volonté de relancer les échanges économiques entre elle et l'Asie Centrale. La Russie développe sa propre stratégie fondée sur la proximité et les organisations régionales. Elle espère par ce biais contrer les

---

<sup>27</sup> [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr), Ministère des Affaires Etrangères français, « Kazakhstan », 08 novembre 2005.

<sup>28</sup> GUERIN Frédérique, « Tadjikistan », *Le courrier des pays de l'Est. « La Russie et les autres pays de la CEI en 2003 »*, La documentation française n°1041, janvier – février 2004, p 180.

<sup>29</sup> [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr), Ministère des Affaires Etrangères français, « Tadjikistan », 08 novembre 2005.

<sup>30</sup> PETRIC Boris, « La présence russe en Asie Centrale », *Journée d'étude « Où va la Russie ? »*, Fondation pour la recherche stratégique, 9 mars 2005.

influences américaines mais aussi européennes et chinoises. Nous allons expliciter ces deux approches.

## **1.4 Une résistance fondée sur le voisinage**

### **1.4.1 Promouvoir les échanges de proximité**

La première carte russe, c'est la proximité. Pour les républiques centrasiatiques les plus pauvres, la Russie est riche et toujours attractive, ainsi des milliers de travailleurs saisonniers en particulier du Tadjikistan (plus de 600 000, certaines sources parlent de 2 millions) et du Kirghizistan viennent y travailler plus ou moins légalement. Ce rôle est accru par la présence d'une diaspora tadjik en Russie qui entretient le commerce et renvoie une partie de ses revenus au pays<sup>31</sup>. Même s'il s'agit d'économie parallèle, elle maintient un lien fort entre la Russie et les petits états d'Asie Centrale.

La Russie est « éternelle ». Cette deuxième carte consiste à rebondir sur le désenchantement ressenti face à la baisse réelle ou supposée de l'aide économique américaine et internationale. Ainsi si l'aide au profit du Tadjikistan était de plus de 93 millions de dollars en 1998, elle ne représentait plus que 32 millions en 2000<sup>32</sup>, et moins de 30 millions en 2003<sup>33</sup>. La réduction de l'aide accordée à l'Ouzbékistan, la plus importante de la région, a déjà été signalée. Dans le même ordre d'idée, l'intervention américaine en Irak a fait naître la crainte de voir les Etats-Unis se désintéresser de l'Asie Centrale et diminuer leur aide. La Russie joue la proximité et donc des échanges qui n'ont pas vocation à subir de brusques changements internationaux. Cela lui permet de défendre ses positions, voir de reprendre du terrain. Ainsi le commerce transfrontalier, en 2003, entre la Russie et la Kazakhstan représente encore 60% des échanges bilatéraux<sup>34</sup> de ce pays. La Russie agit en particulier par un effort économique important vers ses meilleurs alliés : vis-à-vis du Tadjikistan où les échanges économiques, déjà évalués à 237 millions de dollars en 2003, ont progressés en 2004, en particulier par des investissements importants dans l'aluminium ; vis-à-vis

---

<sup>31</sup> RADVANYI Jean, *Les Etats postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, A. Colin, 2003, p 197.

<sup>32</sup> RADVANYI Jean, *Les Etats postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, A. Colin, 2003, p 197.

<sup>33</sup> GUERIN Frédérique, « Tadjikistan », *Le courrier des pays de l'Est. « La Russie et les autres pays de la CEI en 2003 »*, La documentation française n°1041, janvier – février 2004, p 189.

<sup>34</sup> DUMOULIN Marie, « Kazakhstan », *Le courrier des pays de l'Est. « La Russie et les autres pays de la CEI en 2003 »*, La documentation française n°1041, janvier – février 2004, p 146.

du Kirghizistan la progression est de 40% en 2004<sup>35</sup>, après une hausse de 30% en 2003. Cette hausse est d'autant plus significative qu'elle est simultanée à la baisse de l'assistance occidentale. Troisième carte, l'affichage politique. La Russie se présente comme défenseur des états d'Asie Centrale sur la scène mondiale. Ainsi Poutine a déjà annoncé en 2005 qu'il plaiderait la cause des républiques centrasiatiques au G8 à Saint Petersburg en juillet 2006<sup>36</sup>.

La Russie ne fait pas que reculer dans la sphère économique. Sa politique volontariste lui permet de conserver un rôle important. Les états d'Asie Centrale ne s'y trompent pas. Ainsi même le nouveau gouvernement kirghize issu de la révolution des tulipes a tout de suite rassuré Moscou sur le maintien de liens privilégiés entre les deux états.

#### **1.4.2 S'appuyer sur l'entité eurasiatique pour contrer la Chine, sans se couper de sa dynamique de croissance**

Le Kazakhstan est sur le plan économique la plus grande puissance en Asie Centrale<sup>37</sup>. Ses réserves énergétiques sont bien supérieures à celle du Turkménistan, son tissu économique est un peu plus florissant que ceux de ses voisins et il bénéficie de la présence d'autres matières premières dans son sol. Profitant de ces avantages et de sa position de pivot entre la Russie et les états du sud, il aspire à être une puissance régionale<sup>38</sup>. Pour soutenir cette ambition et fédérer les voisins autour de son projet, le président Nazarbaev a développé le concept de l'entité « eurasiatique », carrefour des civilisations russe, turco-mongole et chinoise, dont il s'est fait le champion<sup>39</sup>. C'est pour lui une grande idée à vocation interétatique, mais aussi intra-étatique<sup>40</sup>. La Russie, à cheval sur l'Europe et l'Asie, a vite vu le parti qu'elle pouvait tirer de ce concept et l'a repris à son compte. Elle s'en sert en particulier pour contrer l'influence chinoise.

Très clairement, la Chine est aussi un pays montant dans la zone eurasiatique et, si la confrontation n'est pas aussi directe qu'avec Washington, Moscou entend contrôler cette influence croissante.

---

<sup>35</sup> PETRIC Boris, « La présence russe en Asie Centrale », *Journée d'étude « Où va la Russie ? »*, Fondation pour la recherche stratégique, 9 mars 2005.

<sup>36</sup> « Les priorités de Poutine », *Le Point*, numéro du 26 octobre 2005.

<sup>37</sup> En annexe 3, les principaux indicateurs économiques.

<sup>38</sup> Le Kazakhstan n'est pas le seul des cinq états d'Asie Centrale à affiché une volonté de leadership régional. Face à lui, il trouve l'Ouzbékistan, qui s'appuie non pas sur sa puissance économique, mais sur une position centrale et un poids démographique important : plus de 25 millions d'habitants sur une population totale en Asie Centrale évaluée à 60 millions.

<sup>39</sup> DRESSLER Wanda, membre du Laboratoire de dynamiques sociales et recompositions des espaces, colloque « L'Asie Centrale au cœur des intérêts géostratégiques », *La revue Passages-Adapes*, 7 octobre 2005.

<sup>40</sup> Le concept « eurasiatique » sert au président Nazarbaev à développer une citoyenneté kazakhe acceptable par toutes les ethnies du pays, où les russes représentent 30% de la population et les kazakh à peine plus de 50%.

Paradoxalement c'est sans doute plus dur que face aux américains, car des arguments ne portent pas : proximité géographique, proximité culturelle (les peuples de cette région sont plutôt sinophiles, en particulier les Kazakhs considérés par les chinois eux-mêmes comme des leurs). Cependant le concept « eurasitique » permet à Moscou de légitimer son action en Asie Centrale ; les chinois eux étant alors plus de l'Asie orientale que de l'Eurasie. Même les kazakhs promoteurs de l'idée se méfient des chinois, qu'ils trouvent trop entreprenants et sont réceptifs à l'argumentaire excluant ces derniers de l'entité eurasiatique. L'entité eurasiatique permet donc à Moscou en s'appuyant sur une communauté humaine artificiellement bornée de bâtir des organisations régionales économiques excluant la Chine.

Moscou a une position ambivalente : simultanément ne pas se couper de la dynamique de croissance chinoise, dont les économies centrasiatiques (et la sienne !) ont besoin, et la maîtriser en développant un environnement plus contrôlable.

### **1.4.3 Donner du corps aux organisations régionales à vocation économique**

Les organisations régionales sont des instruments privilégiés pour contrer l'influence occidentale et chinoise, en ancrant les républiques d'Asie Centrale dans la sphère d'influence russe. Une fois encore ceci est facilité par l'héritage de la période soviétique, où les économies de ces états sont fortement imbriquées et dépendantes de Moscou.

#### **1.4.3.1 La Communauté des Etats Indépendants (CEI) : un dynamisme économique peu probant**

L'étude détaillée de la CEI sort du cadre de ce mémoire. Il suffit de rappeler quand matière économique, la CEI fonctionne difficilement, essentiellement car elle est trop vaste et regroupe des états avec des volontés politiques trop divergentes. Officiellement, la CEI n'est pas totalement enterrée, comme cela a pu être constaté au sommet de Kazan le 26 août 2005, où une volonté de la moderniser a été affichée. C'est ainsi qu'il faut comprendre la déclaration Vladimir Rouchaïlo, secrétaire exécutif de la CEI le 3 juin 2005, « il est prématuré d'enterrer la CEI, il faut augmenter son efficacité, même s'il existe certaines difficultés, et je crois qu'un nouveau modèle et une stratégie seront déterminés prochainement »<sup>41</sup>. Le but semble être de promouvoir une intégration économique renforcée. Cependant, Moscou ne peut pas se satisfaire de bonnes intentions, et privilégie une approche multilatérale plus ciblée, en s'appuyant sur l'entité eurasiatique en Asie Centrale.

---

<sup>41</sup> « Les déboires européens pourraient revigorer la CEI », *Le Monde*, 05 juin 2005.

### **1.4.3.2 La Communauté Economique Eurasiatique : un vecteur prometteur pour tisser des liens économiques centrasiatiques autour de la Russie**

La Communauté Economique Eurasiatique (CEEAA) a été créée en octobre 2000. Elle regroupe la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan. Elle a été renforcée par l'adhésion de l'Ouzbékistan le 25 janvier 2006<sup>42</sup>. Cette organisation semble prometteuse. Prenant comme modèle le traité de Rome de 1957, elle a l'ambition d'établir une communauté économique avec les mêmes prétentions que le premier volet de l'Union Européenne<sup>43</sup>. Le rôle dans sa création du président kazakh Nazarbaev est important : il a voulu être le promoteur d'un multilatéralisme dans les relations Russie-Asie Centrale. Tirant les leçons des déboires de la CEI, cette organisation se veut efficace, comme le prouve son système décisionnel<sup>44</sup>. Cependant le fonctionnement n'est pas aussi clair, en effet une mesure majeure nécessite 2/3 des voix, ce qui donne de facto un veto à la Russie. Un autre avantage repose sur l'engagement sans faille de son promoteur, le Kazakhstan, plus grand acteur économique centrasiatique, renforcé récemment par l'adhésion de l'autre « grand », l'Ouzbékistan. Autre signe du gain en crédibilité de cette institution, le 6 octobre 2005, les présidents des pays membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique ont décidé d'encourager les processus d'intégration en Eurasie et l'absorption de cette organisation par la CEEAA<sup>45</sup>.

Une dernière structure semble s'inscrire dans la dynamique de la CEEAA : l'Espace Economique Commun (EEC), constitué en 2003 par le Kazakhstan, la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie pour bâtir une union douanière dans le but de créer une zone de type euro. Mais cette union est restée lettre morte, en particulier suite au choix de Kiev de rechercher une adhésion à l'UE. Cependant, lors du sommet de Kazan en août 2005, en parallèle au sommet de l'EEC, un noyau dur (Russie-Biélorussie-Kazakhstan) a cherché à relancer le processus par la production de 44 documents, qui devraient être signés pour le 1<sup>o</sup> mars 2006, dans le but de réunir les conditions propices à une meilleure intégration et de définir des règlements douaniers uniques en vue de créer, à terme, une

---

<sup>42</sup> [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com), FRANCOIS Renaud, « Asie centrale : l'axe énergétique Moscou-Tachkent se renforce », 31 janvier 2006.

<sup>43</sup> SAPIR Jacques, « La Russie », conférence au CID, 21 novembre 2005.

<sup>44</sup> Les décisions sont obligatoires, avec un risque de sanction en cas de manquement. Le système de vote repose sur une majorité simple avec pondération du poids des états : Russie 40%, Kazakhstan et Biélorussie 20%, Kirghizstan et Tadjikistan 10%. La modification suite à l'entrée de l'Ouzbékistan n'est pas prise en compte ici.

<sup>45</sup> L'Organisation de Coopération Centrasiatique regroupe la Russie, le Kazakhstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan. Elle se présentait en superposition, voire en rival de la CEEAA. *Info russes N°207, Agence Ria-Novosti*, 25 octobre 2005.

zone de libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et de la main d'œuvre<sup>46</sup>. Encore limité et théorique, ce volet monétaire doit cependant être surveillé comme un indicateur de la réalité de la construction économique centrasiatique.

Soutenue par la Russie, excluant la Chine, la CEEA a le vent en poupe et pourrait devenir le vecteur efficace d'intégration économique multilatérale en Asie Centrale, attendue par Moscou. Les premiers résultats semblent prometteurs. Lors du sommet de la CEEA le 22 juin 2005, le président Nazarbaev a souligné que le total du commerce entre les états de la CEEA a totalisé 28 milliards de dollars en 2004, soit une hausse de plus de 40% par rapport à l'année précédente. De plus, la Russie et le Kazakhstan ont mis en place dans le cadre de la CEEA une banque d'investissement dotée d'un capital initial de 1,5 milliards de dollars<sup>47</sup>. Face à cette posture offensive russe, les Etats-Unis seraient poussés à relancer une dynamique dans la région. D'après la presse russe et chinoise, lors de son voyage en Asie Centrale en octobre 2005, C.Rice aurait prôché pour la constitution d'une organisation régionale regroupant les 5 états d'Asie Centrale et l'Afghanistan afin de concurrencer la CEEA et l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)<sup>48</sup>. En échange Washington lèverait les barrières douanières pour les produits venant des états membres<sup>49</sup>. Dans cette lutte d'influence, Moscou détient peut-être un levier exploitable, tout du moins inquiète-il les américains.

### **1.5 Une question en devenir : les enjeux migratoires. Quelle politique pour Moscou ?**

A la frontière de l'économique et du sécuritaire, les phénomènes migratoires entrent aussi dans les luttes d'influence entre les acteurs régionaux. La Russie semble plutôt en position de faiblesse :

- baisse démographique, qui lui fait perdre du poids face à la Chine en particulier.
- émigration des populations russes des républiques d'Asie Centrale vers la « mère patrie ». Or ces populations constituaient souvent l'élite des ex-républiques soviétiques. Leur départ peut se traduire par une perte d'influence de Moscou.

---

<sup>46</sup> « Kazan accueille le sommet de la Communauté des Etats Indépendants et de celui de l'Espace Economique Unique », *Info russe N°191*, 30 août 2005.

<sup>47</sup> [www.eurasianet](http://www.eurasianet), BLAGOV Sergei, « The geopolitical balance in Central Asia tilts towards Russia », 07 juin 2005.

<sup>48</sup> L'OCS sera étudiée dans la deuxième partie du mémoire.

<sup>49</sup> [www.usinfo.state.gov](http://www.usinfo.state.gov), « Secretary Rice in Central Asia : a diplomatic blitz », 25 octobre 2005.

- émigration illégale mal maîtrisée depuis les états les plus défavorisés (Tadjikistan...), qui peut être une source d'instabilité sur son flanc sud. D'ailleurs depuis 2004, la Russie a rétabli un régime de visas pour les ressortissants d'Asie Centrale.

A l'opposé, les poussées migratoires chinoises font naître une certaine peur des petits voisins (Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizstan). Ce sentiment bénéficie à Moscou, qui peut aisément instrumentaliser cette vision hégémonique et mettre en avant une perception commune avec les républiques centrasiatiques. Globalement, ces enjeux migratoires doivent être constatés, mais ils sont encore mal appréhendés par la Russie et peu pris en compte, alors qu'ils sont, semblent-ils, plus facilement facteurs de perte d'influence.

\*\*\*

Dans le domaine économique, on retrouve bien comme lignes directrices de l'action russe un vrai pragmatisme (politique énergétique vis-à-vis du Turkménistan...), le fait de s'appuyer sur l'héritage soviétique (développer les réseaux d'oléoducs et gazoducs...) et la mise avant de la proximité (imbrication des économies, idée eurasiatique et montée en puissance de la CEEA...). C'est fort logiquement dans le domaine énergétique que l'effort russe semble plus important, Moscou devant ici contrer les volontés d'influence de ses deux principaux rivaux, les Etats-Unis et la Chine. Hors du champ énergétique, la Russie semble finalement plus concurrencée par la Chine, voisine de l'Asie Centrale et en forte expansion économique, que par les Etats-Unis dont l'approche politico-économique globale ne paraît pas porter tous les fruits escomptés, comme le laisse penser la baisse de leur aide depuis quelques années.

Consciente de la limitation de ses capacités financières<sup>50</sup>, la Russie en mettant assez habilement en avant ses atouts, paraît en mesure d'atteindre son objectif : rester un partenaire incontournable tout en composant avec les autres acteurs. La CEEA sera sans doute une structure dont le développement doit être suivi de près pour évaluer la capacité de Moscou à réussir dans la réalisation de sa vision multipolaire du monde, en sachant ancrer les républiques centrasiatiques à sa suite et en maîtrisant ainsi la pénétration occidentale et surtout chinoise.

---

<sup>50</sup> La situation économique interne est donc fondamentale pour l'action russe en Asie Centrale. Seule une Russie en croissance et dégageant des ressources financières pourra en injecter pour soutenir sa politique régionale. L'embellie actuelle, due en grande partie à sa production pétrolière, est plutôt un signe encourageant pour elle.

## 2 Niveau sécuritaire et de défense : marquer le terrain et se présenter comme garant de stabilité

Si dans le champ économique, l'ambition russe se veut limitée, dans le périmètre de la sécurité et de la défense, elle est autre. Héritière d'une puissance militaire de dimension mondiale, la Russie doit faire face à des menaces ou prendre en compte des paramètres importants pour sa volonté de puissance :

- les reculs dans l'espace ex-soviétique en Europe (progression de l'OTAN).
- les menaces des acteurs transétatiques (islam radical, narco-terrorisme).
- la nécessité géostratégique de conserver un glacis sur son flanc sud.
- le déploiement des forces armées américaines et l'intérêt de plus en plus affirmé de la Chine pour une implication sécuritaire en Asie Centrale.

La volonté russe en Asie Centrale est de rester l'acteur dominant, et pas seulement un partenaire parmi d'autres. L'esprit de cette politique peut se résumer aux propos d'Ivanov, ministre de la défense russe le 14 septembre 2001, affirmant que l'Asie Centrale est de la compétence du Traité de Sécurité Collective (TSC) de la CEI et qu'il n'est pas question que des opérations militaires de l'OTAN soient conduites à partir du territoire des états d'Asie Centrale<sup>51</sup>. Si les faits lui ont donné tort, l'esprit est toujours là.

L'Asie Centrale, dans une vision inspirée des théories de Mackinder a retrouvé son importance du temps du grand jeu : elle constitue le « cœur » géostratégique de l'Asie. De ce point de vue, l'implantation des Etats-Unis est révélatrice. Elle leur permet d'une part d'achever leur dispositif de « containment » de la Chine, rival mondial potentiel<sup>52</sup>, et d'autre part de prévenir toute résurgence d'un « empire » continental (qu'il soit d'obédience russe, indienne, chinoise, iranienne, voire « islamique »). Evidemment, Moscou ne peut pas tolérer cela. L'Asie Centrale, en particulier le Kazakhstan, apporte à la Russie la profondeur stratégique dont elle a besoin sur son flanc sud dépourvu d'obstacle naturel. Aux yeux de nombreux analystes russes, la défense des frontières extérieures de la CEI constitue la première ligne de défense de la Russie elle-même : l'Asie

---

<sup>51</sup> BREAUULT Yann, JOLICOEUR Pierre, LEVESQUE Jacques, *La Russie et son ex-empire : reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, Paris, Presses sciences po, 2003, p 69.

<sup>52</sup> Les Etats-Unis cernent déjà la Chine à l'est par leurs implantations en Corée du sud, au Japon, et grâce à Taiwan, au sud par l'ASEAN et au nord indirectement par la Russie.

Centrale (en particulier le Kazakhstan) est considérée comme un maillon essentiel du périmètre de défense russe<sup>53</sup>.

Le lien avec l'aspect politique est par ailleurs très fort. C'est la zone de « son étranger proche » où la Russie a les meilleurs atouts pour faire face aux autres acteurs étatiques (éloignement du « cœur » historique de l'OTAN, confins lointains de la Chine, enclavement qui rend la pénétration de nouveaux acteurs délicate, aire civilisationnelle non occidentale...). Au-delà d'un rôle dominant, c'est sa volonté d'exister comme puissance qui est en jeu : si elle ne réussit pas à être l'arbitre dans cette région, elle pourra difficilement faire valoir son rôle de pays sur lequel il faut compter sur l'échiquier international, dans la vision d'un monde multipolaire qu'elle défend. Nulle part ailleurs elle n'a la possibilité d'affirmer cette ambition. Il en découle donc une forte notion de crédibilité tant interne, qu'externe, qui explique la fermeté de l'action militaire et sécuritaire russe en Asie Centrale.

Nous allons étudier tous les moyens mis en œuvre par Moscou pour soutenir sa politique : une attitude ambivalente vis-à-vis de Washington alliant partenariat stratégique (face à de menaces communes) et tentative de décrédibiliser l'action américaine, une politique d'influence peut regarder sur le manque de démocratie des républiques centrasiatiques, toujours la mise en avant de sa proximité et de son rôle de « grand frère » protecteur face aux ambitions chinoises, une politique de moyens par le maintien de forces importantes, enfin comme dans le champ économique la promotion d'organisations sécuritaires régionales servant ses intérêts.

### **2.1 Guerre contre le terrorisme : face à l'ouverture de l'espace sécuritaire centrasiatique, une triple stratégie**

Dès les années 1990, les Etats-Unis ont mené une politique proactive en direction des états d'Asie Centrale : adhésion au Partnership for Peace (PfP) en 1994 pour le Turkménistan, le Kirghizstan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan puis pour le Tadjikistan ; financement d'exercices annuels du bataillon de maintien de la paix, « Centrazbat », associant l'Ouzbékistan, la Kazakhstan et le Kirghizstan<sup>54</sup>.

---

<sup>53</sup> JUNEAU Thomas, « Enjeux et grand jeu en Asie Centrale », *Asie Centrale et Caucase – une sécurité mondialisée*, Les Presses de l'Université de Laval, Québec, 2004, p 94.

<sup>54</sup> LASERRE Frédéric, « Permanence et bouleversements en Asie Centrale », *Asie Centrale et Caucase – une sécurité mondialisée*, Les Presses de l'Université de Laval, Québec, 2004, p 72.

Suite aux attentats du 11 septembre 2001, cette action a pris une nouvelle envergure. Les Etats-Unis ont dénoncé le régime afghan des talibans comme soutien direct à Al-Qaïda et décidé une action armée contre lui. C'est grâce à cette justification que les américains ont déployé des troupes en Asie Centrale. Deux états ont accepté l'implantation de bases de l'Alliance : l'Ouzbékistan (Khanabad) et le Kirghizstan (Manas). Le Kazakhstan dès le 22 septembre 2001 autorisait lui le survol de son espace aérien par l'US air force<sup>55</sup>.

Depuis, malgré la chute du régime des talibans à Kaboul, la guerre contre le terrorisme, prêchée par le président Bush se poursuit tant que des foyers de combattants armés existent. Cet engagement couvre maintenant un domaine plus flou alliant la lutte contre l'islam radical, à celle contre les trafics illicites (drogue, armes...), voire certains indépendantismes violents. Les mouvances de ces différents acteurs transétatiques se recoupent d'ailleurs souvent.

Face à ce changement majeur, Moscou s'appuie sur une politique marquée par l'opportunisme.

### **2.1.1 Sur la scène internationale : développer le partenariat stratégique avec les Etats-Unis**

La menace islamique est réelle pour Russie, dont la population musulmane est évaluée entre 13 et 20 millions de personnes. L'action menée par la coalition américaine dans les sanctuaires en Afghanistan sert objectivement ses intérêts de sécurité en éradiquant en cas de succès, une source de radicalisme islamique, tout en évitant un engagement direct des troupes russes. Un bon exemple en est fourni par la destruction de la majorité des combattants du Mouvement Islamique Ouzbek (MIO) par les américains. En effet, repliés en Afghanistan pour combattre au côté de leurs protecteurs talibans, ils ont subi dans leur quasi totalité le même sort en 2002<sup>56</sup>.

Outre une acceptation de l'intervention américaine, Moscou a mis au service de la coalition son influence : pour le renversement des talibans, les Russes ont soutenu l'Alliance du nord, dominée par les Tadjiks<sup>57</sup>. En mettant son influence au service de la guerre contre le terrorisme, Moscou coupe l'herbe sous le pied américain dans sa volonté de prendre sa place. Il justifie le maintien de son rôle dominant. D'autre part, en contre partie, la Russie a gagné une certaine liberté d'action en Tchétchénie, son intervention étant intégrée dans la guerre contre le terrorisme.

---

<sup>55</sup> RADVANYI Jean, *Les Etats postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, A. Colin, 2003, p 162.

<sup>56</sup> ROY Olivier, « Les mouvements d'opposition islamique en Asie Centrale », colloque « L'Asie Centrale au cœur des intérêts géostratégiques », *La revue Passages-Adapes*, 7 octobre 2005.

<sup>57</sup> Les tadjiks afghans sont soutenus par le Tadjikistan. Indirectement Moscou, jouant de son rôle de protecteur vis-à-vis de Douchanbe, dispose d'une influence réelle auprès de l'Alliance du nord, par exemple par la fourniture de matériel.

### **2.1.2 Au niveau des états d'Asie Centrale : apporter un soutien aux régimes sans contrepartie politique**

Pour faire face à l'implantation américaine, Moscou joue la carte des gouvernements en place. Les hommes au pouvoir en Asie Centrale sont presque tous issus de l'ancien parti communiste de l'URSS, les seuls aptes à prendre le pouvoir suite aux indépendances précipitées. Ils partagent une histoire et une culture de gouvernement commune avec la Russie. Tirant profit de cette compréhension, Moscou soutient les gouvernants sans se soucier du manque de démocratie. Il se démarque fondamentalement des américains en ne réclamant aucune contrepartie au maintien de liens privilégiés.

A moyen terme, Moscou devra cependant gérer la question épineuse de la succession des dirigeants actuels vieillissants. Là encore les puissances concurrentes risquent en sous-main de vouloir peser<sup>58</sup> : la Russie est favorable à la continuité, y compris par une transmission filiale (comme cela se dessine au Turkménistan et au Kazakhstan). Les américains eux y voient une opportunité de changement politique.

La Russie met ainsi en avant sa vision d'un monde multipolaire, opposé à l'unilatéralisme américain. Elle joue la carte des convergences avec la Chine, dans la volonté de contrebalancer l'hégémonie américaine. Le sommet de l'OCS d'Astana en juillet 2005, a servi de caisse de résonance politique au tandem sino-russe par la déclaration condamnant la politique de démocratisation unilatérale que les Etats-Unis imposeraient aux dirigeants des républiques d'Asie Centrale<sup>59</sup>. Le message est de portée internationale et vise clairement la politique de Washington, qui lie son aide financière aux efforts de démocratisation.

Cette approche politique se traduit sur le terrain sécuritaire : vis-à-vis de l'Ouzbékistan, Moscou a clairement fait le choix d'ignorer les atteintes aux libertés individuelles et à la démocratie pour faire rebasculer ce pays dans son camp. Il ne faut pas oublier que ce pays reste de loin le plus peuplé de la région, qu'il occupe une position centrale et qu'il est objectivement celui qui subit une des plus fortes pressions de l'islam radical. C'est essentiellement le fait du Mouvement Islamique Ouzbek, qui a mené des actions terroristes à partir de 1999, avec le soutien de Ben Laden, à partir de l'Afghanistan des talibans. Depuis, le gouvernement ouzbèk mène une lutte totale, sans bien prendre garde aux excès. Les objectifs de Moscou et Tachkent sont similaires. Ceci est nouveau :

---

<sup>58</sup> MORISSETTE Guy, « L'Asie Centrale...un avenir incertain », *Asie Centrale et Caucase – une sécurité mondialisée*, Les Presses de l'Université de Laval, Québec, 2004, p 54.

<sup>59</sup> DE HAAS Marcel, « Russian-Chinese military exercises and their wider perspective : power play in Central Asia », *Conflict Studies Research Center, The Clingendael Institute*, october 2005.

en effet, en 1995 l'Ouzbékistan, alors très proche des Etats-Unis, avait condamné l'intervention russe lors de la première guerre de Tchétchénie. Le soutien russe est maintenant total, ce qui ne fut pas le cas de la part de Washington, qui a attendu 2002 pour rajouter le MIO sur la liste des mouvements terroristes. Pour les américains la classification entre un acte terroriste et une résistance à un pouvoir fort n'est pas toujours simple à déterminer, alors que les russes ne se posent pas de question si cela peut servir leurs desseins<sup>60</sup>.

### **2.1.3 Sur le plan régional : travailler à des menaces communes avec la Chine en excluant les Etats-Unis**

La Chine craint la poussée indépendantiste, soutenu par l'islam radical de ces populations du Turkestan chinois, les Ouïgours. Elle considère en particulier que le Kirghizstan est une base arrière pour les mouvements, Ouïgourstan Libre et Ittipak. Contrer l'islam radical est un objectif partagé par la Chine et la Russie, comme par les états d'Asie Centrale. Cela favorise le rapprochement sino-russe, en particulier à travers l'OCS qui sera étudiée ultérieurement.

Un peu comme avec les pays d'Asie Centrale, la Russie ne marchand pas son soutien, quand existe une communauté d'intérêts. Elle veut éviter une contagion islamique sur son sol. Vu de Pékin, l'attitude russe semble plus franche que celle des Etats-Unis. En effet dans sa dialectique démocratique, le monde universitaire américain a longtemps qualifié de « combattants de la liberté » les indépendantistes Ouïgours, Washington refusant d'inscrire sur la liste des organisations terroristes les six mouvements identifiés par ses services. Il a fallu attendre l'interception d'un commando Ouïgour préparant un attentat contre l'ambassade américaine à Bichkek en 2002 pour reconnaître comme terroriste le « Mouvement pour l'Indépendance du Turkestan Oriental », qui a d'ailleurs le 30 septembre 2005 appelé au djihad contre les intérêts chinois<sup>61</sup>.

Malgré le leadership mondial de Washington dans la guerre contre le terrorisme, Moscou n'entend pas leur laisser le monopole en Asie Centrale. Dans le cadre de l'OCS, en accord avec Pékin, une « Convention pour combattre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme » a été adoptée en juin 2002<sup>62</sup> et un centre de lutte contre le terrorisme ouvert à Tachkent en janvier 2004.

---

<sup>60</sup> De la même façon, Moscou soutient de manière inconditionnelle la répression contre le mouvement Hizb-Ut-Tahrir, qui sans avoir encore recours à l'action armée, prêche pour l'établissement d'un califat centrasiatique.

<sup>61</sup> M.VAIRON, « La géopolitique de la Chine », conférence au CID, 4 novembre 2005.

<sup>62</sup> FACON Isabelle, « Les enjeux de sécurité en Asie Centrale : la politique de la Russie », *Annuaire français des relations internationales*, la documentation française, Bruylant, 2004.

De plus, lors du sommet de la CEI de Kazan en août 2005, des documents ont été signés renforçant les assises juridiques et organisationnelles de la coopération dans le domaine de la sécurité, de la coopération antiterroriste et de la répression des migrations clandestines. Poutine a d'ailleurs déclaré : « Neutraliser ces menaces est dans l'intérêt de tous les Etats de la CEI. Le partenariat dans le domaine militaire, dans la lutte antiterroriste et contre le crime transnational est un sérieux facteur du maintien de la stabilité dans les pays de la CEI. Il se répercute directement sur le bien-être économique et social »<sup>63</sup>.

## **2.2 Mener une politique d'influence – une action dans la durée et aux dimensions « asiatiques »**

### **2.2.1 Remettre en cause l'engagement des Etats-Unis : un modèle adapté ? Une action appelée à durer ?**

Moscou essaie de contrer l'influence américaine en semant le doute auprès des républiques centrasiatiques sur le bien fondé de leur engagement vers les Etats-Unis. Tout d'abord, le modèle sécuritaire prôné par les américains est-il adapté ?

Depuis quelques années (environ 2003) l'aura des américains est bien ternie : les résultats obtenus en Irak comme en Afghanistan sont mitigés<sup>64</sup>. D'ailleurs, Moscou vise à justifier le renforcement de sa présence militaire en Asie Centrale par l'« échec » de la coalition internationale à stabiliser profondément la situation en Afghanistan<sup>65</sup>. Malgré sa puissance, l'armée américaine ne triomphe pas.

D'autre part, sur le plan politique, l'idéal de démocratie exporté répond-il aux aspirations locales ? Pour beaucoup, ce que l'Occident voulait « vendre » après 15 ans d'indépendance, la démocratie, ne correspond pas aux attentes des populations, qui s'expriment en termes de justice sociale et économique. C'est la justice qui fera bouger la population et naître un désir vrai de plus de liberté<sup>66</sup>. Le désir de démocratie ne pourrait pas être imposé à un peuple. Cet argument est souvent utilisé, comme en octobre 2005 : l'ambassadeur d'Ouzbékistan, Karamatov, plaide en faveur d'une démocratie non imposée mais adaptée à la situation locale de son pays et à son jeune âge (15 ans) ;

---

<sup>63</sup> « Kazan accueille le sommet de la Communauté des Etats Indépendants et de celui de l'Espace Economique Unique », *Info russe N°191*, 30 août 2005.

<sup>64</sup> CAGNAT René, « Asie Centrale : la poudrière, les allumettes et les apprentis sorciers (II) », *Défense Nationale*, 5 mai 2005.

<sup>65</sup> FACON Isabelle, « Les enjeux de sécurité en Asie Centrale : la politique de la Russie », *Annuaire français des relations internationales*, la documentation française, Bruylant, 2004.

<sup>66</sup> POUJOL Christine, professeur des universités à l'INALCO, Colloque « L'Asie Centrale au cœur des intérêts géostratégiques », *La revue Passages-Adapes*, 7 octobre 2005.

l'ambassadeur du Kazakhstan, Suliemenov, affirme que son pays préfère une voie à la chinoise pour mener les réformes politiques en s'appuyant sur un pouvoir fort<sup>67</sup>.

Sur un deuxième plan, Moscou remet en cause la durée de l'engagement américain. La région ne serait pas suffisamment importante pour justifier une action américaine dans la durée. Le recul du volume des aides américaines en Asie Centrale plaide dans ce sens. De plus, si la situation s'améliore en Afghanistan et suite à l'intervention en Irak, l'intérêt américain pour l'Asie Centrale risque de diminuer<sup>68</sup>. Sans reculer devant l'ambiguïté, en juillet 2005 dans leur déclaration finale, les membres de l'OCS ont demandé aux responsables américains de déterminer dans quelles conditions ils entendent maintenir leurs bases militaires d'Asie Centrale dans la mesure où l'OCS considère que cette présence est liée à la situation en Afghanistan et qu'elle estime que celle-ci s'améliore<sup>69</sup>. Les Etats-Unis eux défendent la thèse inverse d'un engagement durable<sup>70</sup>. Cependant le doute entretenu par Moscou fait son chemin et affaiblit Washington.

### **2.2.2 La Russie : le garant traditionnel de la stabilité régionale – un contre poids face aux ambitions chinoises**

A contrario des Etats-Unis, la Russie a la compétence civilisationnelle pour comprendre les problèmes centrasiatiques. Elle se présente donc comme un garant plus fiable de sécurité. Cet aspect s'appuie sur l'histoire commune, la présence des minorités russes qui restent une source d'influence et dont un état aux ambitions mondiales ne peut se détourner (tant pour son image interne qu'externe).

Le passé proche semble lui donner raison. Au Tadjikistan, le rôle stabilisateur de la Russie est indiscutable. C'est grâce à elle, soutenue par l'Iran, que la guerre civile opposant le gouvernement à l'opposition islamiste unifiée a été arrêtée en 1997, par les accords de Moscou. Cependant la menace du MIO et la présence du Hibz-Ut-Tahrir demeurent. D'autre part depuis le départ des gardes frontières russes, le volume du trafic de stupéfiant en provenance de l'Afghanistan est en hausse. Pour ce pays, la Russie reste incontournable sur le plan sécuritaire.

Ce rôle de « grand frère » garant de sécurité est aussi mis en avant comme contre poids face à la Chine qui est parfois perçue menaçante. Cela a déjà été souligné dans le chapitre consacré à

---

<sup>67</sup> Colloque « L'Asie Centrale au cœur des intérêts géostratégiques », La revue Passages-Adapes, 7 octobre 2005.

<sup>68</sup> DUMOULIN Marie, « Kazakhstan », *Le courrier des pays de l'Est*. « La Russie et les autres pays de la CEI en 2003 », La documentation française n°1041, janvier – février 2004, p 146.

<sup>69</sup> [www.bassirat.net](http://www.bassirat.net), « Condolezza Rice cherche à rassurer », 12 octobre 2005.

<sup>70</sup> STAPLETON Craig Roberts, ambassadeur des Etats-Unis en France, Colloque « L'Asie Centrale au cœur des intérêts géostratégiques », *La revue Passages-Adapes*, 7 octobre 2005.

l'économie. Le Kazakhstan en particulier se sent, du fait de sa proximité ethnique avec les chinois potentiellement menacé par une trop forte immigration. Cela par exemple se traduit par des réticences à accepter les deux projets de transit d'énergie (oléoduc et gazoduc) à travers son territoire, car cela signifierait un afflux massif de travailleurs chinois pour une longue durée<sup>71</sup>. La Chine considérant les kazakhs comme des ressortissants d'ethnies chinoises liées à celles du Xinjiang pourrait trouver prétexte de la poursuite de terroristes Ouïgours pour menacer l'intégrité même des états d'Asie Centrale. D'ailleurs la théorie militaire moderne chinoise propose le concept de « guerre locale » permettant à la Chine de mener des opérations militaires localisées le long de sa frontière afin de prévenir des conflits potentiels à sa périphérie. Sous prétexte de réduire des bases arrière terroristes, Pékin pourrait opportunément trouver une réponse au besoin d'espace pour sa population<sup>72</sup>.

Dans ce contexte, la seule mention formelle de la continuité de la présence de la Russie en Asie Centrale permet de protéger les républiques des appétits chinois – ce que l'armée américaine seule ne pourrait réussir à faire sans expérience de la situation locale et sans motivation à combattre<sup>73</sup>. La Russie elle n'a pas de prétention démographique hégémonique et a abandonné toute prétention territoriale sur le Kazakhstan<sup>74</sup>.

### **2.2.3 Mener une politique d'influence grâce à ses liens régionaux privilégiés – notion de temps long !**

La Russie dispose d'un autre levier d'influence sur le plan sécuritaire : son tropisme asiatique, qui échappe à Washington. A l'opposé de l'action directe américaine, cela se matérialise dans l'espace par une stratégie périphérique indirecte : action par le Tadjikistan ami sur les tadjiks très influents dans le nouveau pouvoir afghan, influence sur les ouzbèkes grâce au soutien indirect à Rachid Dostom par le canal de Tachkent.

Dans le temps, c'est la notion de temps long à mettre en regard de la perception du temps courte américaine (c'est la logique de rentabilité capitaliste : « le temps c'est de l'argent »). Les russes

---

<sup>71</sup> DUMOULIN Marie, « Kazakhstan », *Le courrier des pays de l'Est*. « La Russie et les autres pays de la CEI en 2003 », La documentation française n°1041, janvier – février 2004, p 147.

<sup>72</sup> SARSEMBAEV Ilias, « Défis et menaces en Asie Centrale dans le nouveau contexte mondial de l'après 11 septembre 2001 », Groupe de réflexion sur l'actualité chinoise, réunion du 13 janvier 2005, *Centre Asie IFRI*.

<sup>73</sup> SARSEMBAEV Ilias, « Défis et menaces en Asie Centrale dans le nouveau contexte mondial de l'après 11 septembre 2001 », Groupe de réflexion sur l'actualité chinoise, réunion du 13 janvier 2005, *Centre Asie IFRI*.

<sup>74</sup> RADVANYI Jean, *Les Etats postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, A. Colin, 2003, p 155.

tendent de s'inscrire dans une vision plus asiatique du temps long<sup>75</sup> : à cet égard les jugements américains hâtifs (condamnation de l'Ouzbékistan après les massacres d'Andijan) sont tout de suite sanctionnés sur le plan diplomatique. La Russie se garde de prendre partie et « tire ses marrons du feu » quand une opportunité s'offre.

### **2.3 Mener une politique de moyens : la « course aux bases » - contingents et accords de défense**

Face au déploiement des autres acteurs la Russie, outre sa politique indirecte d'influence, met en œuvre une politique de moyens.

Cela passe par des accords bilatéraux ou multilatéraux pour maintenir des troupes. Là encore le pragmatisme est de rigueur : le retrait des forces assurant la garde à la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan pour lutter contre le trafic de drogue, ne laissant que des quelques conseillers, peut sembler un revers. Mais Moscou a négocié en échange, la mise en place d'une base permanente pour la 201<sup>e</sup> division. L'objectif est double, sans empêcher le Tadjikistan de donner des gages aux Etats-Unis, adresser un signal fort à Washington et garder en vue ses enjeux de sécurité.

De même, la base au Kirghizistan à Kant, située à quelques kilomètres de celle américaine de Manas a été ouverte plus vite que prévue. Il s'agit encore de montrer sa détermination à ne pas abandonner de terrain. Dans les deux cas, l'effort financier russe pour l'infrastructure des bases est conséquent, signe d'une volonté de durer. Enfin depuis fin 2005, la Russie dispose de la possibilité politique d'ouvrir une base en Ouzbékistan comme nous le verrons en développant le cas de ce pays. Face à cette « offensive » russe, C.Rice lors d'un voyage en Asie Centrale en octobre 2005 aurait proposé à Bichkek 200 millions de dollars au profit de la stabilisation économique, en échange du maintien de la base de Manas<sup>76</sup>.

Un nouvel acteur semble apparaître dans la course aux bases : la Chine. D'après certaines sources chinoises, Pékin aurait approché Tachkent pour étudier la possibilité d'utiliser à son profit la base de Khanadab, que les américains viennent de quitter. De même le gouvernement kirghiz aurait aussi été contacté pour l'éventualité de l'installation d'une base militaire dans le pays<sup>77</sup>. Pékin

---

<sup>75</sup> Cette notion de temps long et temps court a été soulignée par Emile MALLET, directeur de la revue Passages. Colloque « L'Asie Centrale au cœur des intérêts géostratégiques », *La revue Passages-Adapes*, 7 octobre 2005.

<sup>76</sup> [www.usinfo.state.gov](http://www.usinfo.state.gov), « Secretary Rice in Central Asia : a diplomatic blitz », 25 octobre 2005.

<sup>77</sup> BLANK Stephen, « China joins the great central asian base race », *Eurasia insight*, 16 novembre 2005.

semble donc de plus en plus entreprenant dans le domaine militaire, contestant la domination russe.

En plus de la présence de troupes, une série d'accords lie Moscou et la plupart de ses voisins d'Asie Centrale. Citons en quelques uns :

- avec le Kazakhstan, trop faible pour assurer une défense crédible de son immense frontière avec la Chine, un accord de protection mutuelle (en cas d'agression contre le Kazakhstan, la Russie interviendra pour le protéger). Accord pour un système de défense aérien intégré et des forces navales en mer Caspienne<sup>78</sup>. Concernant le Kazakhstan, en marge des accords purement militaires, il convient de signaler l'importance pour la Russie du site de lancement spatial de Baïkonour, situé en territoire kazakh. En 2004 le bail russe sur la base a été reconduit jusqu'en 2050, le bail actuel expirant en 2013<sup>79</sup>, moyennant un paiement annuel de 115 millions de dollars. L'impératif de protection de ce site est aussi fondamental pour Moscou.
- avec le Kirghizstan contribution d'officiers russes à l'encadrement et à l'entraînement des garde-frontières<sup>80</sup>.
- avec l'Ouzbékistan : présence de conseillers, fourniture de matériels de défenses aériennes, accord de défense mutuelle.
- dans le domaine maritime, la Russie soutient la mise en place d'un groupe naval de coopération opérationnel en mer Caspienne, dans le but de garantir la sécurité et de mettre fin à la contrebande de matières susceptibles d'être utilisées pour fabriquer des armes de destruction massive ou mener des activités terroristes. Cette proposition est ouverte à tous les états riverains, y compris l'Iran et a reçu un écho favorable de la part du Turkménistan, sortant de sa position de neutralité<sup>81</sup>. On y retrouve la volonté russe d'être l'acteur central dans les oppositions sur le partage des eaux de la Caspienne et le désir de contrôler les rivaux potentiels, ici l'Iran, en les intégrant au sein même d'une structure dominée par la Russie.

---

<sup>78</sup> RADVANYI Jean, *Les Etats postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, A. Colin, 2003, p 161.

<sup>79</sup> DUMOULIN Marie, « Kazakhstan », *Le courrier des pays de l'Est*. « La Russie et les autres pays de la CEI en 2003 », La documentation française n°1041, janvier – février 2004, p 146.

<sup>80</sup> FACON Isabelle, « Les enjeux de sécurité en Asie Centrale : la politique de la Russie », *Annuaire français des relations internationales*, la documentation française, Bruylant, 2004.

<sup>81</sup> « Les relations entre la Russie et l'Asie Centrale », *Info-russes N°207*, Agence RIA-Novosti, 25 octobre 2005.

## **2.4 Promouvoir le développement d'organisations régionales de sécurité**

Pour garantir la solidité des liens entre elle et les républiques d'Asie Centrale, la Russie s'appuie sur des organisations régionales à caractère défense/sécurité, par lesquelles elle entend ancrer les partenaires locaux à sa sphère, en se rendant inévitable (garante ultime de leur sécurité) et en excluant ou limitant « l'entrisme » des autres puissances.

### **2.4.1 L'Organisation du Traité de Sécurité Collective au sein de la CEI (OTSC) : une vision viable, centrée sur la Russie ?**

Il s'agit du volet défense et sécurité de la CEI institué le 8 décembre 1990 par le traité de Tachkent, Traité de Sécurité Collective de la CEI, entre la Russie, la Biélorussie, l'Arménie et les états d'Asie Centrale. L'Ouzbékistan a quitté l'organisation en 1999.

Depuis l'arrivée de Poutine et l'implantation américaine en Asie Centrale, Moscou a cherché à redonner du corps à cette structure, auparavant peu active, qui s'est transformée en OTSC en 2002. Sur le plan politique, l'OTSC s'est dotée d'une charte, dont l'outil principal est une clause de défense mutuelle, comparable à l'Article 5 de la Charte de l'Atlantique Nord<sup>82</sup>, toute attaque contre un membre est une attaque contre l'ensemble des membres. Du point de vue pratique, il y a eu la création d'une force collective de réaction rapide dont le QG s'est installé à Bichkek et composée de 4 bataillons indépendants: kazakh, tadjik et kirghiz et russe (issu de la 201<sup>e</sup> division de fusiliers motorisés stationnée au Tadjikistan)<sup>83</sup>. De plus un système de défense aérienne unifiée est prévu. Enfin un volet économique de défense a été décidé lors du sommet de Moscou les 22 et 23 juin 2005, par le choix de créer une commission interétatique dans le but de promouvoir les liens entre les industries de défense des états membres<sup>84</sup>.

En octobre 2005 Tachkent a entamé des négociations pour réintégrer l'OTSC<sup>85</sup>. Cela marque un point au profit de cette organisation. L'OTSC semble prendre lentement de l'envergure et constitue bien l'outil sécuritaire centrasiatique, excluant la Chine, susceptible de renforcer la position russe dans la région. L'OTSC doit maintenant faire ses preuves, ce qui aujourd'hui n'est pas encore acquis. En effet, son intégration militaire butte sur de nombreux écueils : les

---

<sup>82</sup> JUNEAU Thomas, « Enjeux et grand jeu en Asie Centrale », *Asie Centrale et Caucase – une sécurité mondialisée*, Les Presses de l'Université de Laval, Québec, 2004, p 96.

<sup>83</sup> FACON Isabelle, « Les enjeux de sécurité en Asie Centrale : la politique de la Russie », *Annuaire français des relations internationales*, la documentation française, Bruylant, 2004.

<sup>84</sup> [www.eurasianet](http://www.eurasianet), BLAGOV Sergei, « The geopolitical balance in Central Asia tilts towards Russia », 07 juin 2005.

<sup>85</sup> *Info russes N°207*, Agence Ria-Novosti, 25 octobre 2005.

divergences entre les républiques d'Asie Centrale<sup>86</sup>, la méfiance diffuse vis-à-vis de Moscou, le faible financement disponible. Cependant la volonté russe de fortifier l'OTSC est réelle, ainsi en octobre 2005, le général d'armée Kulikov, membre du conseil de recherche et d'expertise de l'OTSC, a déclaré que la création de la force de déploiement rapide ouvrait la porte à une intégration militaire. L'OTSC serait alors une vraie puissance dans le système global de sécurité, comme seul l'OTAN l'était auparavant<sup>87</sup>. Il conclue en intégrant l'OTSC dans la vision multipolaire défendue par Moscou : « la multipolarité signifie que plusieurs centres fonctionnent, par exemple, un système de sécurité collective européen, un eurasiatique, un asiatique. »

La concrétisation de cette détermination doit être suivie de près. Cependant, vis-à-vis de Washington ou Pékin, le chemin est long avant que l'OTSC puisse faire figure d'alternative crédible.

#### **2.4.2 L'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) : développer un axe Moscou-Pékin contre Washington et maîtriser les ambitions chinoises**

Formée en 1996, sous le vocable de « groupe de Shanghai », cette structure régionale regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizstan. Elle s'est formalisée comme organisation régionale, en 2001, en intégrant l'Ouzbékistan et en prenant l'appellation d'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Ses buts initiaux étaient de régler les différents frontaliers entre ses membres, de promouvoir les échanges économiques et surtout de développer la coopération en matière de lutte contre le terrorisme<sup>88</sup>. C'est l'instance privilégiée du lien Russie-Chine.

Depuis l'adoption en juin 2002, d'une « Convention pour combattre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme »<sup>89</sup> et la décision de créer un centre de lutte contre le terrorisme, qui s'est ouvert à Tachkent en janvier 2004 (comme nous l'avons signalé préalablement), l'OCS s'est centrée sur son volet sécuritaire. L'évolution principale semble être une orientation de plus en plus tournée vers une alliance militaire conventionnelle. Cela s'est traduit par les grandes manœuvres menées

---

<sup>86</sup> Les experts de l'OTSC considèrent comme crédible la tenue d'un conflit de basse intensité entre des membres de la CEI, en particulier l'Arménie et l'Azerbaïdjan ou en Asie Centrale. « Armed conflict involving CIS member-states possible », *Interfax-AVN*, 23 décembre 2005.

<sup>87</sup> « CSTO playing important part in maintaining strategic multipolarity », *Interfax-AVN*, 7 octobre 2005.

<sup>88</sup> KONECNY Peter, « Asie Centrale : une histoire hypothéquée par les conflits », *Asie Centrale et Caucase – une sécurité mondialisée*, Les Presses de l'Université de Laval, Québec, 2004, p 37.

<sup>89</sup> FACON Isabelle, « Les enjeux de sécurité en Asie Centrale : la politique de la Russie », *Annuaire français des relations internationales*, la documentation française, Bruylant, 2004.

du 18 au 25 août 2005 en Chine. Derrière un scénario de lutte anti-terroriste, cet exercice a consisté en une opération amphibie majeure, puis en une réduction de résistance, mettant en œuvre plus de 10 000 hommes et des moyens conséquents, y compris des sous-marins, une opération aéroportée d'envergure et l'emploi de bombardiers stratégiques russes<sup>90</sup>. L'OCS « montre ses muscles », dispensant un message clair en direction des Etats-Unis sur ces capacités, son aptitude opérationnelle à mener des opérations majeures et sa volonté politique de peser sur la scène internationale<sup>91</sup>. C'est le premier grand message porté par l'OCS, fruit d'une convergence d'intérêts sino-russes : présenter une vision sécuritaire centrasiatique excluant les Etats-Unis.

Un deuxième volet important doit être souligné. Sur le plan politique, l'OCS sert de caisse de résonance commune à Moscou et Pékin, de nouveau pour contrer Washington :

- cela se traduit par la demande du retrait des forces américaines en Asie Centrale, lors de la déclaration finale du sommet de l'OCS de juillet 2005 à Astana : en écho aux affirmations occidentales de normalisation en Afghanistan, le déploiement occidental ne se justifierait plus.
- comme cela a déjà été dit, c'est la condamnation d'une politique de démocratisation forcée imposée par Washington aux républiques centrasiatiques.

Troisième et dernier aspect, l'OCS sert aussi à Moscou pour faire valoir auprès de Pékin une persistance de sa supériorité dans le domaine militaire<sup>92</sup>.

L'OCS prend une place de plus en plus importante dans le dispositif sécuritaire de la région. Elle a accordé le statut d'observateurs à quatre états : Pakistan, Inde, Iran, Mongolie. L'accession de ces états à ce statut laisse poindre la constitution d'une organisation regroupant la moitié de la population mondiale et quatre puissances nucléaires. Sa zone d'influence s'étendrait alors outre l'Asie Centrale, à l'Orient asiatique et au Pacifique. Beaucoup y voit l'intention inavouée de ses promoteurs de concevoir un contre poids à l'OTAN<sup>93</sup>.

---

<sup>90</sup> DE HAAS Marcel, « Russian-Chinese military exercises and their wider perspective : power play in Central Asia », *Conflict Studies Research Center, The Clingendael Institute*, octobre 2005.

<sup>91</sup> Cependant il convient de souligner le rôle modérateur de Moscou dans le scénario de ces manœuvres, dissuadant Pékin de situer la zone d'exercice en face de Taïwan, afin de limiter la provocation.

<sup>92</sup> Ainsi lors des manœuvres d'août 2005, la Russie a procédé à une opération aéroportée à basse altitude avec armement et matériel, action que les forces chinoises n'ont pas su conduire.

<sup>93</sup> HERVOUET Gérard, « Asie Centrale et Caucase : le désenclavement de l'insécurité régionale », *Asie Centrale et Caucase – une sécurité mondialisée*, Les Presses de l'Université de Laval, Québec, 2004, p 16.

L'OCS dispose potentiellement des moyens de devenir un acteur géostratégique majeur dans les 10 à 15 ans à venir<sup>94</sup> : elle tire sa force de son mécanisme d'intégration régionale (par les observateurs), mais doit approfondir ses structures et maîtriser les rivalités géopolitiques entre ses membres pour développer un projet clair<sup>95</sup> et passer du statut d'organisation à celui d'alliance. Vu de Moscou, l'OCS est l'image de la forme institutionnalisée du monde multipolaire qu'il soutient. C'est un vecteur d'exclusion des américains et de contrôle de la Chine.

### **2.5 Une victoire du pragmatisme appliqué au domaine de la défense : le « retournement » de l'Ouzbékistan**

Les relations russo-ouzbèkes sont l'exemple type du gain politique issu du pragmatisme russe. Dès l'indépendance, pour s'affirmer régionalement, l'Ouzbékistan à jouer la carte américaine : adhésion au GUUAM<sup>96</sup> en 1996, retrait du TSC en 1999. Suite 11 septembre 2001, Tachkent s'est présenté comme le plus proche allié des américains dans la région : installation d'une base, reconnaissance par les américains du MIO comme mouvement terroriste...Mais rapidement, le président Karimov a été insatisfait des gains politiques et surtout économiques (comme nous l'avons vu , baisse de 200 à 80 millions de dollars de l'aide américaine entre 2002 et 2003) de son soutien à Washington et mis en difficulté par les éternelles demandes de démocratisation du régime. Le rapprochement avec la Russie se dessine. Dès 2000, suite à des attaques du MIO, une concertation de renseignements ouzbèkes et russes est mise en œuvre dans le cadre de la lutte anti-terroriste. Puis l'Ouzbékistan rejoint l'OCS en 2001 et en 2005 entame des négociations pour rejoindre l'OTSC. Le centre anti-terroriste de l'OCS, qui devait être installé à Bichkek, a finalement été ouvert à Tachkent en janvier 2004, pour ancrer ce retour vers la Russie. L'Ouzbékistan a « gelé » son adhésion au GUUAM en 2002.

Le divorce définitif entre Tachkent et Washington est survenu suite au refus du président Karimov d'autoriser la commission d'enquête réclamée outre atlantique suite à la répression sanglante des émeutes d'Andijan en mai 2005 et d'exiger le départ des troupes américaines. La base de Khanabad a été physiquement évacuée par les troupes américaines en novembre 2005. Pour Moscou, il a suffi de réoccuper l'espace diplomatique et militaire laissé libre. Cela renforce la position de la Russie, qui reste le recours naturel en cas d'isolement. Depuis, ce rapprochement se

---

<sup>94</sup> SAPIR Jacques, « La Russie », conférence au CID, 21 novembre 2005.

<sup>95</sup> L'OCS ne dispose pas de structure de commandement permanente, ni de stratégie. Elle doit maîtriser les rivalités Inde-Chine....

<sup>96</sup> Organisation soutenue par les Etats-Unis et regroupant des pays de l'ex-URSS souhaitant s'affirmer contre le rôle dominant de Moscou. Regroupe la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Moldavie, et l'Ouzbékistan.

confirme : livraison de matériel militaire par Moscou, en particulier d'un système de défense aérienne en 2005. L'aboutissement de ce rapprochement est la signature du traité sur les rapports d'alliance entre la Russie et l'Ouzbékistan, le 14 novembre 2005. L'Ouzbékistan n'est plus un simple partenaire mais un allié de Moscou. Ce document prévoit une assistance mutuelle en cas d'agression et permet aux pays signataires d'utiliser réciproquement des installations militaires dans le but de garantir la sécurité, de maintenir la paix et la stabilité. Sous couvert de cette clause, la Russie se réserve le droit de déployer une base en Ouzbékistan<sup>97</sup>. Cependant afin de ne pas trop irriter Washington qui vient de retirer sa base, Moscou n'entend pas le faire dans l'immédiat.

Ce « retournement » conforte incontestablement les positions russes en Asie Centrale ; Islam Karimov déclarant qu'il s'agit « d'une région, où la présence de la Russie ne pourra jamais par personne être contestée »<sup>98</sup>.

\*\*\*

Comme pour l'économie, l'objectif semble atteignable : rester la puissance dominante. L'influence américaine paraît marquer le pas : rejet d'un dogmatisme démocratique intransigeant et doute sur la profondeur de l'engagement au regard des difficultés afghanes et irakiennes. Les états d'Asie Centrale restent dépendants de Moscou pour leur sécurité, comme le prouve l'essor de l'OTSC et de l'OCS. Depuis la volte-face de Tachkent, tous les états d'Asie Centrale jouent la carte moscovite dans leur politique sécuritaire, en particulier à travers la participation aux structures régionales de sécurité. Même le Turkménistan qui affiche une neutralité politique, adhère à l'OTSC, et trouve en la Russie un allié plus fiable qu'en des Etats-Unis susceptibles à tout moment de dénoncer la tournure despotique du régime.

De nouveau, l'inconnu semble venir de la Chine. Elle cultive une proximité géographique et une compréhension de l'état fort. Peu à peu, elle laisse déborder son influence du champ économique au domaine sécuritaire (rôle au sein de l'OCS, approche diplomatique pour obtenir des bases...). Pour la Russie, il s'agit de maîtriser cette poussée en la contrôlant (par l'OCS en particulier) et par un effort diplomatique et budgétaire<sup>99</sup>, mais y parviendra-t-elle ?

---

<sup>97</sup> MAKARKINE Alexeï, « Tachkent a fait son choix géopolitique : alliance avec Moscou », *RIA Novosti*, 15 novembre 2005.

<sup>98</sup> MAKARKINE Alexeï, « Tachkent a fait son choix géopolitique : alliance avec Moscou », *RIA Novosti*, 15 novembre 2005.

<sup>99</sup> Depuis environ 5 ans, le budget de la défense russe est en hausse annuelle d'environ 10%. BOBO LO, « Un équilibre fragile : les relations sino-russe », *Russie-CEI visions n°1*, IFRI, avril 2005.

## CONCLUSION

Au terme de cette étude, il apparaît que la Russie reste bien un partenaire incontournable pour les républiques d'Asie Centrale. Elle sait s'appuyer sur ses atouts, pragmatisme, héritage de la période soviétique et proximité, pour contrer les volontés d'influence de ses rivaux :

- sur le plan économique, elle reste indispensable, tout en acceptant de ne plus être le seul partenaire.
- sur le plan de la sécurité et de la défense, elle maintient une position dominante.

Deux puissances affichent des volontés d'influence importantes, les Etats-Unis et la Chine. Essayons donc en guise de conclusion d'échafauder dans une vision prospective quel pourrait être l'avenir des rapports de force en Asie Centrale. Trois scénarii semblent envisageables :

- Tout d'abord, un partage d'influence entre la Chine et la Russie pourrait émerger. Ce scénario, sans doute le plus probable, se dessine déjà dans le domaine sécuritaire par la volonté de promouvoir contre l'OTAN, l'OCS comme organisation de sécurité dominante dans la zone.
- Deuxièmement, face à la montée en puissance d'un adversaire commun de plus en plus puissant, la Chine, dans une vision proche de celle de Samuel Huntington, nous pourrions assister à un retournement des rapports géopolitiques. Se sentant menacée, la Russie céderait sans doute alors à son penchant européen et chercherait dans un rapprochement avec les Etats-Unis les conditions de sa survie. La contre partie serait d'accepter une présence américaine dans son proche étranger<sup>100</sup>. Mais aura-t-elle le choix si c'est sa propre sécurité qui est en jeu ? Sans être très probable à court terme, cette évolution doit être prise compte en vertu du danger propre qu'elle sous-tend et dont les répercussions seraient mondiales.
- Troisièmement, nous pourrions assister à la stabilisation d'un équilibre régional, qui s'inscrirait dans la vision d'un monde multipolaire souhaité par la Russie. Pour Moscou, c'est à la fois le réalisme de se reconnaître seulement puissance régionale et non plus mondiale, et le refus de la domination américaine et de la pénétration chinoise dans son étranger proche centrasiatique. La réussite et la viabilité de cette politique repose beaucoup sur l'évolution intérieure russe : les succès à la périphérie extérieure dépendent de la solidité de la Russie dans son centre intérieur.

Si la Russie ne perd pas face à ses concurrents, elle n'est pas assurée de maintenir son rôle incontournable à moyen terme. L'Asie Centrale reste une zone crisogène à l'avenir incertain.

---

<sup>100</sup> DE HAAS Marcel, « Russian-Chinese military exercises and their wider perspective : power play in Central Asia », *Conflict Studies Research Center, The Clingendael Institute*, october 2005.

# Annexes

## Annexe 1

### Carte politique de l'Asie



Annexe 2

Carte politique de l'Asie Centrale



## Annexe 3

**Principaux indicateurs économiques des états d'Asie Centrale**  
(valeurs 2003)<sup>101</sup>

	<b>Kazakhstan</b>	<b>Turkménistan</b>	<b>Ouzbékistan</b>	<b>Tadjikistan</b>	<b>Kirghizstan</b>
<b>Population (millions hab.)</b>	15	4,9	26	6,2	5,2
<b>% population d'origine russe</b>	30	6,7	5,5	1,1	12,5
<b>PIB (millions dollars)</b>	97 847	28 483	42 068	6 593	8 837
<b>PIB Croissance annuelle (%)</b>	9,5	3	0,3	10,2	5,2
<b>PIB par hab. (dollars)</b>	6 583	5 836	1 645	996	1 741
<b>Exportations (millions dollars)</b>	9 387	1 936	2 522	878	929
<b>Importations (millions dollars)</b>	14 484	2 938	1 988	712	571
<b>Solde transactions courantes (% PIB)</b>	2,4	0	7	- 1,3	- 3,5
<b>Dette extérieure (millions dollars)</b>	21 899	2 500	4 400	1 153	1 972
<b>IDE (millions dollars – valeur 2002)</b>	2 138	100	65	22	10,7

<sup>101</sup> Atlas l'état du monde 2005, édition La découverte, Paris, 2004.

**Ressources énergétiques des principaux acteurs de l'Asie Centrale**<sup>102</sup>**Ressources**

La région de la mer Caspienne possède entre 2% et 6% des réserves mondiales de pétrole et 10% des réserves de gaz.

Le tableau suivant présente les données des principaux acteurs (la Russie est donnée à titre de comparaison) :

	<b>Kazakhstan</b>	<b>Turkménistan</b>	<b>Iran</b>	<b>Azerbaïdjan</b>	<b>Russie</b>
<b>Pétrole</b> production 2004 (barils/j)	1 000 000	200 000	3 570 000 (en 2002)	320 000	<i>Deuxième producteur mondial</i>
<b>Pétrole</b> prévision production (barils/j)	3 000 000 (en 2015)	2 000 000 (en 2020)		2 000 000 (en 2020)	
<b>Pétrole</b> réserves prouvées (milliards de barils)	18			7	
<b>Pétrole</b> réserves possibles (milliards de barils)	30 à 50	<i>Très inférieure au Kazakhstan</i>	125,6		49
<b>Gaz</b> production (milliards m <sup>3</sup> )	10 (en 2002)	58,6 (en 2003)	75	5,1 (en 2004)	616 (1 <sup>o</sup> producteur mondial)
<b>Gaz</b> prévision production (milliards m <sup>3</sup> )	45 à 50 (en 2015)	120 (en 2010)		Environ 10 (en 2007)	
<b>Gaz</b> réserves (milliards m <sup>3</sup> )	2 300	3 500 (21 000 selon les autorités !)	26 500 (deuxième réserve mondiale de gaz)		47 000 (première réserve mondiale de gaz)

Source des données : la documentation française.

**Exploitation des principaux gisements des républiques d'Asie Centrale****KAZAKHSTAN****Pétrole**

- Région d'Atirau , en particulier le gisement de Tengui : exploité par la société nationale 51%, Chevron (Etats-Unis) 40%, Lukoil et Gazprom (Russie). On shore caspien.
- Karachaganak : exploité par le consortium KIO comprenant principalement Agip (Italie) et BP (R.U.) et pour une part plus réduite Texaco et Lukoil. Nord ouest du Kazakhstan.

<sup>102</sup> [www.info-turc.org](http://www.info-turc.org), « Géopolitique : les enjeux pétroliers de la Mer Caspienne », 25 août 2005

- Kashagan : exploité par l'OKIOC (Offshore Kazakhstan International Operating Company), consortium dont le capital est partagé entre neuf grandes compagnies occidentales (Agip, Exxon mobil, Shell, Total-Fina-Elf, BP...). C'est sans doute le plus grand gisement découvert depuis 30 ans. Off shore caspien.
- Kurmangazy. Situé sur la région frontalière avec la Russie. Ces champ ont été reconnus comme kazakh par les russes en 2002. Exploitation conjointe par Gazprom/Rosneft (Russie) et Kazmunagaz (Kazakhstan).

**Gaz**

- Région de Mangistau. Exploité par la société Mangistaumounaigaz (Kazakhstan).
- Karachaganak. Exploité par le consortium KIO, au même titre que les gisements pétrolifères.

**TURKMENISTAN**

**Pétrole**

- La société nationale Turmenneft détient 91% de la production.

**Gaz**

- Les gisement les plus importants sont dans le bassin de l'Amou Daria. Exploités par la société nationale Turkmengaz.

### **Les principaux axes de désenclavement de l'Asie Centrale**

Panoramas des principales initiatives de désenclavement de l'Asie Centrale.

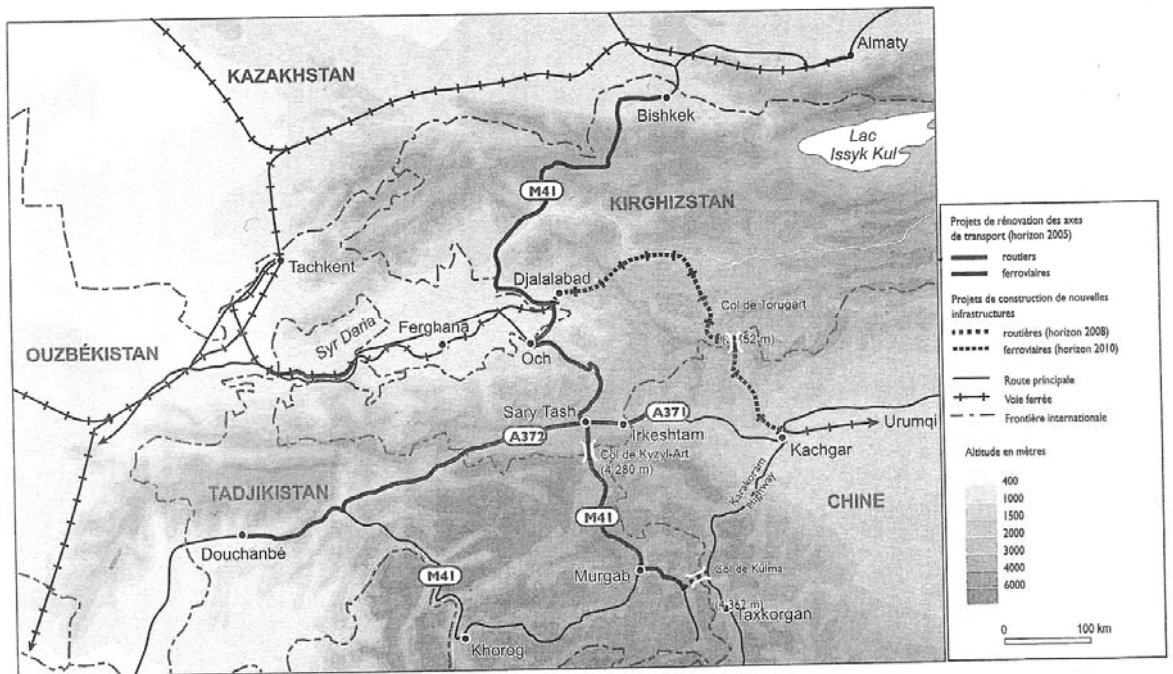
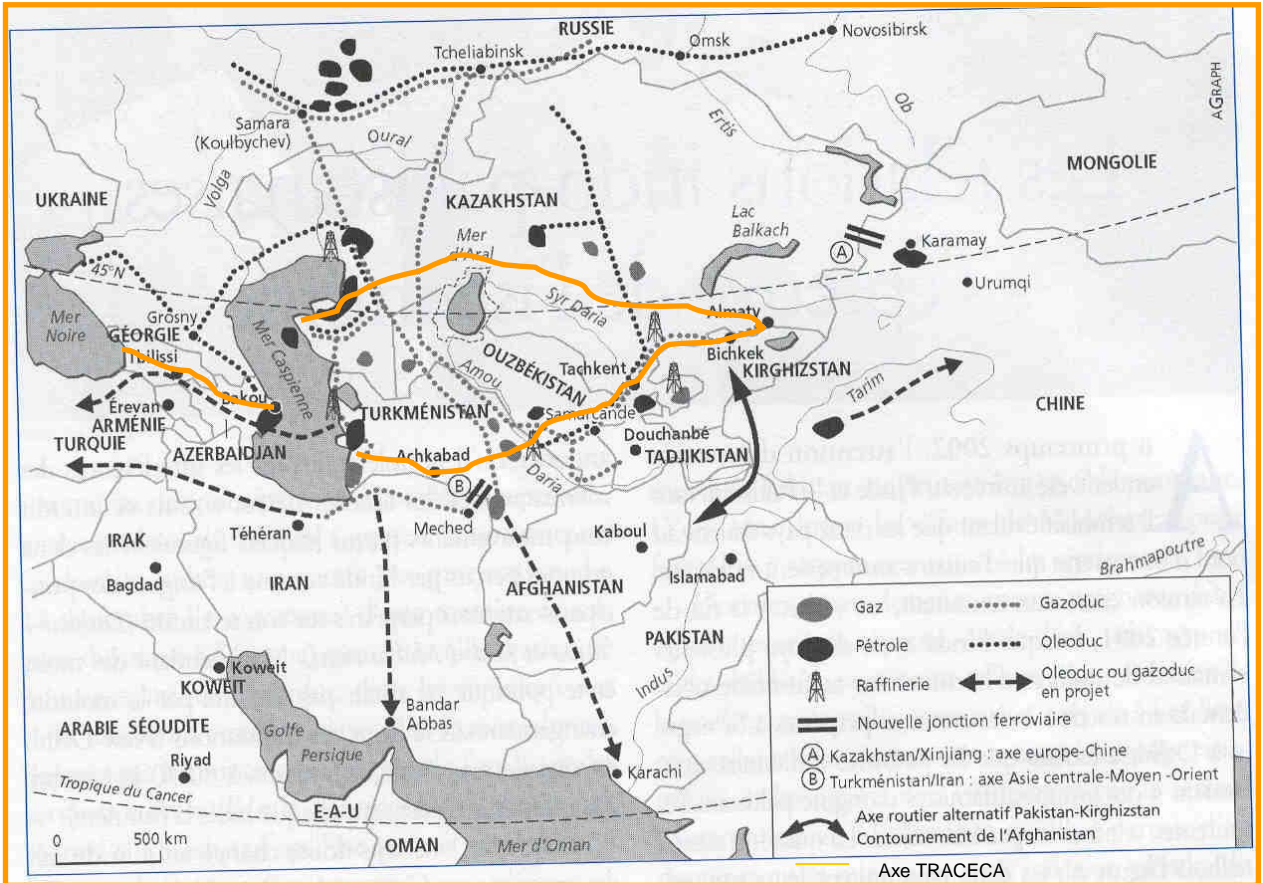
- UE : axe multimodal TRACECA, élaboré en 1993 par l'Union Européenne, qui est perçu par Moscou comme un procédé destiné à marginaliser son rôle dans les échanges entre l'Asie Centrale et les marchés mondiaux, en particulier dans le cadre de nombreux projets de liaisons ferroviaires continentales entre Europe et Asie<sup>103</sup>.
- Iran : voie ferrée vers le Turkménistan, Meched-Tejen, raccourci Kerman-Mechd (gain de 1500 km).
- Chine: le gouvernement chinois cherche à favoriser le développement économique des régions frontalières du Xinjiang par une politique active de désenclavement. Les corridors ainsi ouverts s'inscrivent dans une logique d'interconnexion régionale entre la Chine et ses voisins, sans passer par le territoire russe. La route Bichkek-Och-Irkechtam-Kachgar reliant l'Ouzbékistan et la Chine à travers le Kirghizstan, offre des débouchés à la production ouzbek du Ferghana. Dans le même esprit, Pékin travaille à une connexion ferroviaire entre la vallée de Ferghana et le Xianjiang (axe Djalalabad-Kachgar). Vis-à-vis du Kazakhstan, c'est l'ouverture de la voie ferrée par Droujba jusqu'à Urumqui. Enfin, la restauration de l'axe routier Douchanbe-Murgab-col de Kuma assure la liaison avec le Tadjikistan<sup>104</sup>. Dans tous ces cas l'investissement chinois est conséquent, la région étant montagneuse.
- Etats-Unis : financement de la construction d'un pont sur le Piandj (frontière tadjiko-afghane) pour une somme de 30 millions de dollars.

*Cartes : page 39*

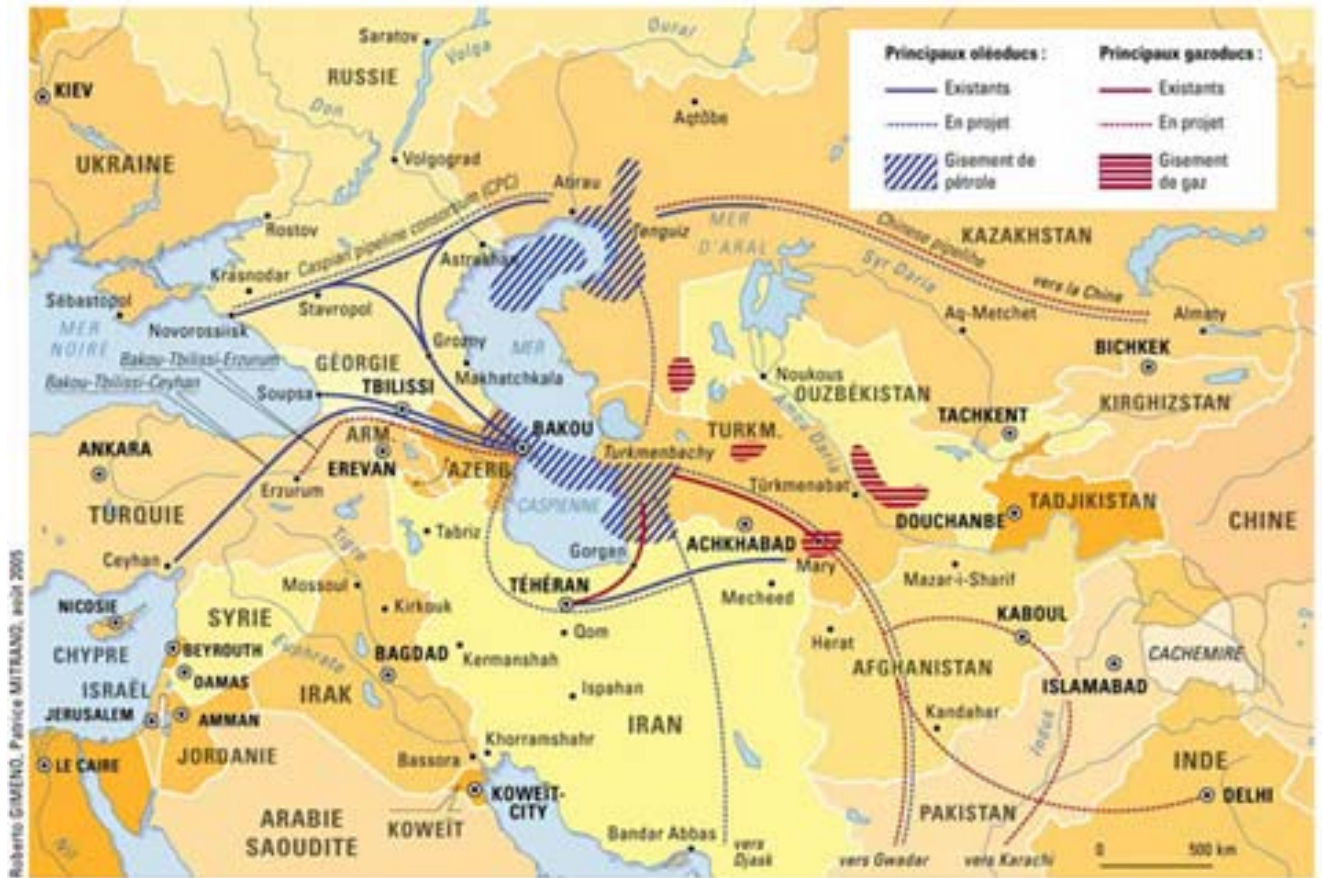
---

<sup>103</sup> LASERRE Frédéric, « Permanence et bouleversements en Asie Centrale », *Asie Centrale et Caucase – une sécurité mondialisée*, Les Presses de l'Université de Laval, Québec, 2004, p 75.

<sup>104</sup> LASERRE Frédéric, « Permanence et bouleversements en Asie Centrale », *Asie Centrale et Caucase – une sécurité mondialisée*, Les Presses de l'Université de Laval, Québec, 2004, p 77.



## Les principaux oléoducs et gazoducs de la région Caspienne



### Aspects capacitaires des principaux oléoducs<sup>105</sup>

- BTC :
  - Mise en service 2005
  - Débit 2008 : 75 000 barils/jour
  - Débit final prévu 2016 : 1,2 millions barils/jour
- CPC :
  - Mise en service 2001
  - Débit 2005 : 550 000 barils/jour
  - Débit final prévu : 1,34 millions barils/jour
- CNPC :
  - Mise en service prévue en 2006
  - Débit envisagé : 200 000 barils/jour
  - Débit final prévu : 400 000 barils/jour

<sup>105</sup> [www.bassirat.net](http://www.bassirat.net), « Le Kazakhstan se connectera au BTC en octobre », 08 août 2005.

Annexe 7

La Communauté Economique Eurasiatique (CEEAE)



En rouge les membres de la CEEAE.

Annexe 8

L'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC)



En rouge les membres de l'OTSC.

En rose, état en cours de négociation avec l'OTSC.

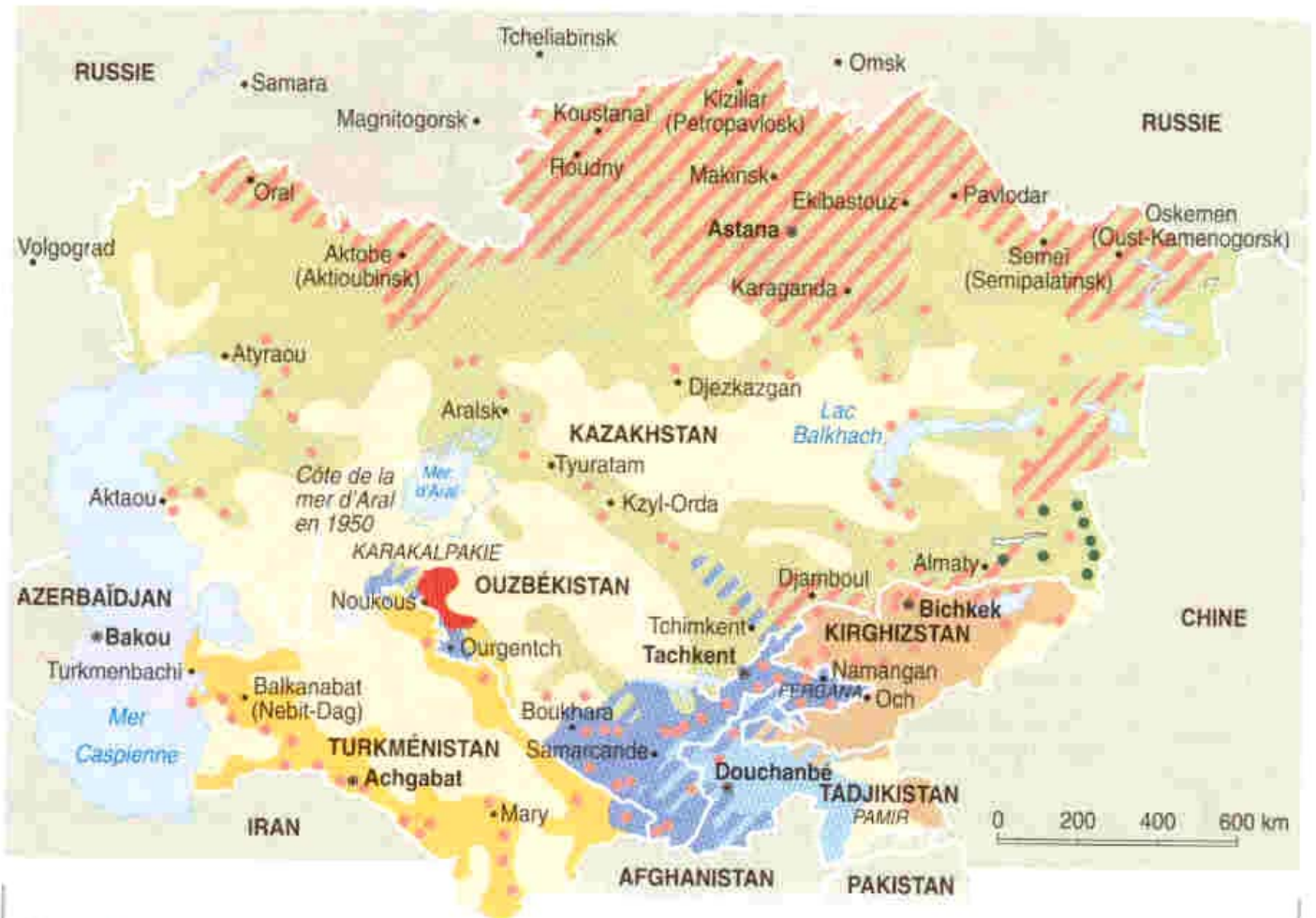
Annexe 9

L'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)



En rouge les membres de l'OCS.

**Le peuplement en Asie Centrale**



**Turcophones**

- Kazakhs
- Turkmènes
- Ouzbeks
- Kirghizes
- Karakalpakhs
- Ouïgours

**Indo-européens**

- Tadjiks (persanophones)

**Slaves**

- Russes et Ukrainiens

- Espaces très peu peuplés

Les Allemands ont massivement émigré depuis la chute de l'Union soviétique. Selon le recensement de 1999, ils ne seraient plus que 300 000 au Kazakhstan.

Sources : Ahmed Rashid, *Asie centrale, champ de guerres. Cinq républiques face à l'islam radical*, éditions Autrement, coll. Frontières ; The world gazetteer (<http://www.gazetteer.de>) ; Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR).

**Mosaïque de peuples et zone de tensions en Asie centrale**

# Bibliographie

## Ouvrages

- RADVANYI Jean, *Les Etats postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, A. Colin, 2003.
- BREAUULT Yann, JOLICOEUR Pierre, LEVESQUE Jacques, *La Russie et son empire : reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, Paris, Presses sciences po, 2003.
- DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale : de la fin de l'URSS à l'après 11 septembre*, Presses Universitaires de France, 2003.
- DUMOULIN Marie, KAMENKA Patrick, KAMENKA Irène, CAGNAT René, GUERIN Frédérique, *Le courrier des pays de l'Est « La Russie et les autres pays de la CEI en 2003 »*, La documentation française n°1041, janvier – février 2004.
- HERVOUET Gérard, JUNEAU Thomas, LASERRE Frédéric, MORISSETTE Guy, KONECNY Peter, *Asie Centrale et Caucase – une sécurité mondialisée*, Les Presses de l'Université de Laval, Québec, 2004.
- Atlas l'état du monde 2005, édition La découverte, Paris, 2004.
- JACOB Odile, « Equilibres géopolitiques en Asie Centrale : la montée en puissance de la Chine », *Annuaire stratégique et militaire*, Paris, FRS, 2005, pp 135-149.

## Périodiques :

- CAGNAT René, « Asie Centrale : le très grand jeu », *Défense nationale*, 3-2002, 2002.
- KURUNERI-MILLET Antoine (dir.), « Stratégie russe pour le XXI<sup>e</sup> siècle », *AGIR revue générale de stratégie*, N°11/12, été-automne 2002.
- GLOAGUEN Cyrille, « Les tropisme centre-asiatiques de la Russie », *Défense Nationale*, 11-2004, 2004.
- CAGNAT René, « Asie Centrale : la poudrière, les allumettes et les apprentis sorciers (II) », *Défense Nationale*, 5-2005, 2005.

## Articles de Presse

- « Les déboires européens pourraient revigorer la CEI », *Le Monde*, 05 juin 2005.

- « Kazan accueille le sommet de la Communauté des Etats Indépendants et de celui de l'Espace Economique Unique », *Info russe N°191*, 30 août 2005.
- « Le Père Ubu des steppes », *Le Point*, numéro du 8 septembre 2005.
- « CSTO playing important part in maintaining strategic multipolarity », *Interfax-AVN*, 7 octobre 2005.
- « Les relations entre la Russie et l'Asie Centrale », *Info-russes N°207*, Agence RIA-Novosti, 25 octobre 2005.
- « Les priorités de Poutine », *Le Point*, numéro du 26 octobre 2005.
- « Russia, Uzbekistan not discussing Russian base's deployment », *Interfax-AVN*, 14 novembre 2005.
- « New treaty will strengthen security in Central Asia-Karimov », *Interfax-AVN*, 14 novembre 2005.
- MAKARKINE Alexeï, « Tachkent a fait son choix géopolitique : alliance avec Moscou », *RIA Novosti*, 15 novembre 2005.
- BLANK Stephen, « China joins the great central asian base race », *Eurasia insight*, 16 novembre 2005.
- LAVELLE Peter, « Analysis : Putin as energy Czar », *Moscow UOI, Info veille*, 18 novembre 2005.
- « NATO forces in Afghanistan failed to downsize drug trafficking », CSTO secretary general MOSCOW, *Interfax-AVN*, 30 novembre 2005.
- « Russian border guards needed in Tadjikistan to cut short drug trafficking », *Interfax-AVN*, 1<sup>er</sup> décembre 2005.
- « Armed conflict involving CIS member-states possible », *Interfax-AVN*, 23 décembre 2005.

## **Etudes**

- Rapport d'information du Sénat n°320 (2000/01), Commission des Affaires Etrangères : « L'Asie centrale : 10 ans après les indépendances : quels nouveaux enjeux ? Les exemples du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan », 10 mai 2001.
- FACON Isabelle, « Les enjeux de sécurité en Asie Centrale : la politique de la Russie », *Annuaire français des relations internationales*, la documentation française, Bruylant, 2004.

- SARSEMBAEV Ilias, « Défis et menaces en Asie Centrale dans le nouveau contexte mondial de l'après 11 septembre 2001 », Groupe de réflexion sur l'actualité chinoise, réunion du 13 janvier 2005, *Centre Asie IFRI*.
- PETRIC Boris, « La présence russe en Asie Centrale », *Journée d'étude « Où va la Russie ? »*, Fondation pour la recherche stratégique, 9 mars 2005.
- BOBO LO, « Un équilibre fragile : les relations sino-russe », *Russie-CEI visions n°1, IFRI*, avril 2005.
- NICHOL Jim, « Central Asia : regional developments and implications for U.S. interests », *Congressional Research Service*, 17 août 2005.
- DE HAAS Marcel, « Russian-Chinese military exercises and their wider perspective : power play in Central Asia », *Conflict Studies Research Center, The Clingendael Institute*, october 2005.

## Conférences

- MALLET Emile, directeur de la revue Passages, STAPLETON Craig Roberts, ambassadeur des Etats-Unis en France, M.SULIEMENOV, ambassadeur du Kazakhstan en France, M.KARAMATOV, ambassadeur d'Ouzbékistan en France, DRESSLER Wanda, membre du Laboratoire de dynamiques sociales et recompositions des espaces, ROY Olivier, POUJOL Christine, professeur des universités à l'INALCO, Colloque « L'Asie Centrale au cœur des intérêts géostratégiques », *La revue Passages-Adapes*, 7 octobre 2005.
- M.VAIRON, La géopolitique de la Chine, conférence au CID, 4 novembre 2005.
- SAPIR Jacques, La Russie, conférence au CID, 21 novembre 2005.

## Sites Internet

- [www.asie-centrale.com](http://www.asie-centrale.com), YAKOVENKO Anatoly, porte-parole du MAE de la Russie, « les relations de la Russie avec l'Orient et l'Asie – bilan 2004 », 22 janvier 2005.
- [www.eurasianet](http://www.eurasianet), BLAGOV Sergei, « The geopolitical balance in Central Asia tilts towards Russia », 07 juin 2005.
- [www.bassirat.net](http://www.bassirat.net), « Le Kazakhstan se connectera au BTC en octobre », 08 août 2005.
- [www.info-turc.org](http://www.info-turc.org), « Géopolitique : les enjeux pétroliers de la Mer Caspienne », 25 août 2005.

- [www.basirat.net](http://www.basirat.net), « Condolezza Rice cherche à rassurer », 12 octobre 2005.
- [www.usinfo.state.gov](http://www.usinfo.state.gov), « Secretary Rice in Central Asia: a diplomatic blitz », 25 octobre 2005.
- [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr), Ministère des Affaires Etrangères français, « Ouzbékistan », 08 novembre 2005.
- [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr), Ministère des Affaires Etrangères français, « Kazakhstan », 08 novembre 2005.
- [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr), Ministère des Affaires Etrangères français, « Tadjikistan », 08 novembre 2005.
- [www.regard-est.com](http://www.regard-est.com). ROUSSELOT Hélène, « La signature d'un Traité d'alliance avec la Russie confirme le revirement stratégique de l'Ouzbékistan », 17 décembre 2005.
- [www.frstrategie.org](http://www.frstrategie.org), FACON Isabelle, « Les relations stratégiques Chine-Russie en 2005 : la réactivation d'une amitié pragmatique », 20 janvier 2006.
- [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com), FRANCOIS Renaud, « Asie centrale : l'axe énergétique Moscou-Tachkent se renforce », 31 janvier 2006.
- [www.caucaz.com](http://www.caucaz.com), FRANCOIS Renaud, « Asie centrale : la menace islamiste vue par les Etats-Unis », 31 janvier 2006.

## TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>1                   ECONOMIE : MALGRE DES MOYENS REDUITS, RESTER UN PARTENAIRE MAJEUR EN METTANT EN AVANT SES ATOUS SPECIFIQUES.....</b>	<b>3</b>
<b>1.1   Après l'indépendance : un héritage négligé.....</b>	<b>3</b>
1.1.1   Sur le plan politico-économique : l'Asie Centrale laissée à elle-même .....	3
1.1.2   Sur le plan géographique : l'ouverture d'autres voies de désenclavement.....	4
<b>1.2   L'énergie : conserver la prédominance issue de l'époque soviétique .....</b>	<b>4</b>
1.2.1   La « bataille » pour le contrôle des hydrocarbures et de leur évacuation .....	4
1.2.2   Au-delà des enjeux économiques, une lutte géostratégique.....	7
<b>1.3   La pénétration des concurrents hors du domaine énergétique.....</b>	<b>8</b>
1.3.1   La stratégie politico-économique des Etats-Unis : lier aide financière et démocratisation.....	8
1.3.2   Chine : une « infiltration » en douceur .....	9
1.3.3   Quelques autres acteurs .....	10
1.3.4   Une Russie dépassée ?.....	10
<b>1.4   Une résistance fondée sur le voisinage.....</b>	<b>11</b>
1.4.1   Promouvoir les échanges de proximité.....	11
1.4.2   S'appuyer sur l'entité eurasiatique pour contrer la Chine, sans se couper de sa dynamique de croissance .....	12
1.4.3   Donner du corps aux organisations régionales à vocation économique.....	13
<b>1.5   Une question en devenir : les enjeux migratoires. Quelle politique pour Moscou ?...15</b>	
<b>2                   NIVEAU SECURITAIRE ET DE DEFENSE : MARQUER LE TERRAIN ET SE PRESENTER COMME GARANT DE STABILITE.....</b>	<b>17</b>
<b>2.1   Guerre contre le terrorisme : face à l'ouverture de l'espace sécuritaire centrasiatique, une triple stratégie.....</b>	<b>18</b>
2.1.1   Sur la scène internationale : développer le partenariat stratégique avec les Etats-Unis .....	19

2.1.2	Au niveau des états d'Asie Centrale : apporter un soutien aux régimes sans contrepartie politique .....	20
2.1.3	Sur le plan régional : travailler à des menaces communes avec la Chine en excluant les Etats-Unis .....	21
<b>2.2</b>	<b>Mener une politique d'influence – une action dans la durée et aux dimensions « asiatiques » .....</b>	<b>22</b>
2.2.1	Remettre en cause l'engagement des Etats-Unis : un modèle adapté ? Une action appelée à durer ? .....	22
2.2.2	La Russie : le garant traditionnel de la stabilité régionale – un contre poids face aux ambitions chinoises.....	23
2.2.3	Mener une politique d'influence grâce à ses liens régionaux privilégiés – notion de temps long ! .....	24
<b>2.3</b>	<b>Mener une politique de moyens : la « course aux bases » - contingents et accords de défense .....</b>	<b>25</b>
<b>2.4</b>	<b>Promouvoir le développement d'organisations régionales de sécurité.....</b>	<b>27</b>
2.4.1	L'Organisation du Traité de Sécurité Collective au sein de la CEI (OTSC) : une vision viable, centrée sur la Russie ?.....	27
2.4.2	L'Organisation de Coopération de Shangai (OCS) : développer un axe Moscou-Pékin contre Washington et maîtriser les ambitions chinoises.....	28
<b>2.5</b>	<b>Une victoire du pragmatisme appliqué au domaine de la défense : le « retournement » de l'Ouzbékistan .....</b>	<b>30</b>
	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>32</b>
	<b>ANNEXES.....</b>	<b>33</b>
	<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>45</b>